

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
PERSONNEL ET ORGANISATION**

[C - 2006/02168]

**19 DECEMBRE 2006. — Circulaire n° 565
Répartition des emplois rémunérés
par certaines échelles de traitement**

Aux services publics fédéraux et aux services qui en dépendent, au Ministère de la Défense, ainsi qu'aux organismes d'intérêt public appartenant à la fonction publique fédérale administrative telle que définie à l'article 1^{er} de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique.

Madame la Ministre,
Monsieur le Ministre,
Madame la Secrétaire d'Etat,
Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Suite à l'arrêt du Conseil d'Etat n° 142.592 du 24 mars 2005, la circulaire n° 438 du 29 juillet 1996, publiée au *Moniteur belge* du 7 août 1996, est abrogée.

Le Ministre de la Fonction publique,
C. DUPONT

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
PERSONEEL EN ORGANISATIE**

[C - 2006/02168]

**19 DECEMBER 2006. — Omzendbrief nr. 565
Verdeling van de betrekkingen
die met bepaalde weddenschalen bezoldigd zijn**

Aan de federale overheidsdiensten en aan de diensten die ervan afhangen, aan het Ministerie van Landsverdediging, evenals aan de instellingen van openbaar nut behorende tot het federaal administratief openbaar ambt zoals gedefinieerd in artikel 1 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken.

Mevrouw de Minister,
Mijnheer de Minister,
Mevrouw de Staatssecretaris,
Mijnheer de Staatssecretaris,

Gelet op het arrest van de Raad van State nr. 142.592 d.d. 24 maart 2005, wordt de omzendbrief nr. 438 d.d. 29 juli 1996, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 7 augustus 1996, opgeheven.

De Minister van Ambtenarenzaken,
C. DUPONT

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2006/00885]

**26 OCTOBRE 2006. — Circulaire ministérielle NPU-1
relative aux plans d'urgence et d'intervention**

A Madame la Gouverneur de l'Arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale

A Messieurs les Gouverneurs de province

Madame le Gouverneur,
Monsieur le Gouverneur,
Introduction

La présente circulaire a pour objet d'expliquer les dispositions et les principes énoncés dans l'arrêté royal du 16 février 2006 relatif aux plans d'urgence et d'intervention (*Moniteur belge* du 15 mars 2006), ci-après dénommé l'AR.

Ce dernier poursuit un triple objectif :

- * Actualiser les principes de la planification d'urgence;
- * Fournir au bourgmestre et au gouverneur un outil clair et précis les aidant dans leur obligation légale d'établir un plan d'urgence et d'intervention, afin de gérer de manière optimale les situations d'urgence à laquelle ils seraient confrontés;
- * Harmoniser la terminologie et le contenu des plans.

La présente circulaire remplace la circulaire du 11 juillet 1990 sur les plans d'urgence et d'intervention (1).

Champ d'application

L'AR a été pris en exécution de l'article 2ter de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile. (2)

En vertu de cet article, le bourgmestre établit, dans chaque commune, un plan général communal d'urgence et d'intervention qui prévoit les mesures à prendre et l'organisation des secours en cas d'événements calamiteux, de catastrophes ou de sinistres.

Ce plan d'urgence doit recevoir l'agrément du conseil communal et doit être approuvé par le gouverneur de province ou par le gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Un plan général d'urgence et d'intervention doit également être établi par le gouverneur de chaque province et par le gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale. Les plans provinciaux doivent être approuvés par le ministre de l'Intérieur.

Les plans généraux d'urgence et d'intervention des communes, des provinces et de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale peuvent être complétés par des dispositions spécifiques à des risques particuliers, consignées dans des plans particuliers d'urgence et d'intervention, par exemple pour des inondations, un risque accru d'incendie dans des forêts et/ou des zones naturelles, des accidents

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2006/00885]

**26 OKTOBER 2006. — Ministeriële omzendbrief NPU-1
betreffende de nood- en interventieplannen**

Aan Mevrouw de Gouverneur van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Aan de Heren Provinciegouverneurs

Geachte Mevrouw de Gouverneur,
Geachte Heer Gouverneur,
Inleiding

In deze omzendbrief wordt meer uitleg gegeven bij de bepalingen en de principes vervat in het Koninklijk besluit van 16 februari (*Belgisch Staatsblad* van 15 maart 2006) betreffende de nood- en interventieplannen, hierna het KB genoemd.

Dit KB heeft een drievoudige doelstelling :

- * het actualiseren van de principes van de noodplanning;
- * aan de burgemeester en aan de gouverneur een duidelijk en precies werkinstrument aanbieden dat hen helpt bij hun wettelijke opdracht om een nood- en interventieplan op te stellen en om op een optimale manier noodsituaties te kunnen beheren;
- * de terminologie en de inhoud van de plannen harmoniseren.

Onderhavige omzendbrief vervangt de omzendbrief van 11 juli 1990 in verband met de rampenplannen voor hulpverlening (1).

Toepassingsgebied

Het KB is genomen in uitvoering van artikel 2ter van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming (2).

Krachtens dit artikel moet de burgemeester in elke gemeente een gemeentelijk algemeen rampenplan voor hulpverlening opstellen dat de te treffen maatregelen bevat en de organisatie van de hulpverlening in geval van rampspoedige gebeurtenissen, catastrofes of schadegevallen.

Dit rampenplan moet worden aanvaard door de gemeenteraad en moet worden goedgekeurd door de provinciegouverneur of de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Een algemeen rampenplan voor hulpverlening moet eveneens worden opgesteld door de gouverneur in elke provincie en in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad. De provinciale plannen moeten worden goedgekeurd door de minister van Binnenlandse Zaken.

De algemene rampenplannen voor hulpverlening van de gemeenten, de provincies en het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad kunnen worden aangevuld met specifieke bepalingen over bijzondere risico's die worden neergeschreven in bijzondere rampenplannen voor hulpverlening, bijvoorbeeld voor overstromingen, verhoogd brandgevaar in bossen en/of natuurgebieden, vliegtuigongevallen. Behoudens

d'avion .A l'exception de ce qui est déjà prévu dans la législation relative aux risques dits Seveso (3) et aux risques nucléaires (4), le Roi peut également déterminer les risques pour lesquels les communes, les provinces et l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale doivent établir de tels plans particuliers.

L'AR vise en premier lieu à contribuer à l'organisation de secours adéquats en cas de situations d'urgence relatives à des missions énumérées à l'article 2bis, § 1^{er}, de la loi sur la protection civile.

Les expériences vécues par la Belgique (inondations, épizooties, crises de la chaîne alimentaire, explosion d'une canalisation,...) et les nouveaux risques apparus sur le plan international (terrorisme, épidémies,...) ont provoqué une évolution de l'approche des risques et ont montré que les principes en matière de planification d'urgence et de coordination des mesures entre services publics, services de secours et services d'ordre peuvent s'appliquer à des situations d'urgence autres que celles qui concernent la sécurité civile. (5)

Il est nécessaire de disposer d'une réglementation précise reprenant des directives concrètes en vue d'assurer la gestion de toute situation d'urgence qui entraîne ou qui est susceptible d'entraîner des conséquences dommageables pour la vie sociale et qui nécessite la coordination des disciplines afin de faire disparaître la menace ou de limiter les conséquences néfastes.

Hormis les cas qui font l'objet de mesures spécifiques dans le cadre de la réglementation et des instructions spécifiques, l'arrêté royal relatif aux plans d'urgence et d'intervention s'applique chaque fois qu'il y a ou qu'il peut y avoir un trouble grave de la sécurité publique ou qu'il y a une menace contre la vie ou la santé d'un grand nombre de personnes et également lorsqu'il faut éviter d'importants dégâts matériels ou en empêcher l'extension.

L'article 6 de l'AR définit dès lors la notion de situation d'urgence dans le sens précité.

Parmi les instructions spécifiques figure, entre autres, la circulaire du 10 décembre 1987 concernant le maintien de l'ordre – instructions générales coordonnées (6), qui reste d'application. Ainsi, pour les événements et manifestations prévus qui comportent un risque pour l'ordre public (tranquillité, sécurité, santé), les autorités administratives sont chargées d'organiser des réunions de coordination en vue de conclure les arrangements nécessaires entre les parties concernées, y compris l'organisateur, au niveau de la sécurité policière et civile. Il est opportun de conclure ces arrangements en conformité avec les principes de l'AR et de la présente circulaire. Si lors de l'événement se déroule un incident qui prend la forme d'une situation d'urgence, le passage à la gestion de cette situation d'urgence se déroulera plus facilement.

Première partie : Dispositions relatives à la planification d'urgence

La première partie de l'AR précise les principes et les notions essentielles des plans d'urgence et d'intervention, désigne les autorités responsables, répartit les missions par discipline et commente l'approche par phases ainsi que la coordination opérationnelle et stratégique.

I. Définitions

L'utilisation d'une même terminologie et de notions précises

Par le passé, les communes, les provinces et l'autorité fédérale ne consacraient souvent que peu d'attention, lors de la rédaction des plans d'urgence, à la terminologie et aux définitions utilisées dans le cadre de la planification d'urgence. Il suffit de voir la diversité des dénominations et/ou abréviations utilisées pour qualifier le même concept, par exemple "Comdo" et "PC-Ops" pour qualifier le centre de décision opérationnel.

L'AR tente de supprimer une partie importante de ces différences en donnant quelques définitions précises et en mettant fin à la confusion des termes entre les autorités concernées et les services d'intervention ou d'autres services concernés, ce qui contribue au bon déroulement de la gestion de la situation d'urgence et des interventions.

L'article 1^{er} désigne tout d'abord les autorités compétentes : le bourgmestre pour la commune, le gouverneur pour la province ou l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, et au niveau fédéral le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Santé Publique, ce dernier en ce qui concerne l'aide médicale, sanitaire et psychosociale.

Il définit également les divers rouages organisationnels appelés à soutenir le bourgmestre, le gouverneur et le ministre lors de la mise en pratique de la planification d'urgence : le comité de coordination ou CC pour la coordination stratégique et le poste de commandement opérationnel ou PC-Ops, pour la coordination opérationnelle.

datgene wat reeds voorzien is in de wetgeving betreffende de zogenaamde Seveso-risico's (3) en de nucleaire risico's (4), kan ook de Koning de risico's aanduiden waarvoor de gemeenten, de provincies en het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad dergelijke bijzondere plannen moeten opstellen.

Het KB wil in de eerste plaats bijdragen tot de organisatie van een adequate hulpverlening bij noodsituaties die te maken hebben met opdrachten die zijn opgesomd in artikel 2bis, § 1, van de wet betreffende de civiele bescherming.

Sommige gebeurtenissen in België (overstromingen, besmettelijke dierenziekten, crisis in de voedselketen, ontploffing van ondergrondse leiding,...) samen met nieuwe risico's die zich internationaal voordoen (terrorisme, epidemieën,...) hebben een evolutie op gang gebracht in de benadering van risico's en toonden aan dat de principes van de noodplanning en van de coördinatie van maatregelen tussen overheden, hulp- en ordediensten veel ruimer kunnen worden toegepast dan enkel voor noodsituaties die betrekking hebben op de civiele veiligheid (5).

Er is dus nood aan een éénduidige regelgeving met concrete richtlijnen om het beheer te verzekeren van elke noodsituatie die schadelijke gevolgen voor het maatschappelijk leven veroorzaakt of veroorzaken kan en waarbij een coördinatie van disciplines nodig is om de dreiging weg te nemen of om de schadelijke gevolgen te beperken.

Behoudens de gevallen die het voorwerp uitmaken van specifieke maatregelen in het raam van bijzondere regelgeving en onderrichtingen, is het KB van toepassing telkens de openbare veiligheid ernstig wordt of kan worden verstoord, of wanneer het leven of de gezondheid van vele personen wordt bedreigd, en ook wanneer er omvangrijke materiële schade moet worden voorkomen of een uitbreiding ervan moet worden belet.

In artikel 6 van het KB wordt het begrip noodsituatie dan ook omschreven in de zin zoals hoger wordt gesteld.

Tot de bijzondere onderrichtingen behoort onder meer de omzendbrief van 10 december 1987 betreffende de ordehandhaving - gecoördineerde algemene onderrichtingen (6) die onverminderd van toepassing blijft. Zo zullen de bestuurlijke overheden met betrekking tot het beheer van geplande gebeurtenissen en manifestaties die risico's inhouden voor de openbare orde (rust, veiligheid, gezondheid) coördinatievergaderingen bijeenroepen waarop de nodige afspraken tussen alle betrokken partijen, inclusief de organisator, worden gemaakt op het vlak van de politieke en civiele veiligheid. Het is opportuun deze afspraken vast te leggen volgens de beginselen die zijn vervaardigd in het KB en van onderhavige omzendbrief. Indien zich immers tijdens het evenement een onverwachte gebeurtenis zou voordoen die het karakter aanneemt van een noodsituatie, dan zal de overschakeling naar het beheer van de nieuw ontstane noodsituatie des te makkelijker verlopen.

Eerste deel : bepalingen betreffende de noodplanning

In het eerste deel van het KB worden de principes en de essentiële begrippen van de nood- en interventieplannen verduidelijkt, de verantwoordelijke overheden aangeduid, de opdrachten verdeeld per discipline en worden de fasegewijze aanpak alsmede de operationele coördinatie en de beleidscoördinatie toegelicht.

I. Definities

Het gebruik van dezelfde terminologie en van éénduidige begrippen

In het verleden werd er bij het opstellen van rampenplannen door gemeenten, provincies en federale overheid dikwijls weinig aandacht geschonken aan de in de noodplanning gebruikte terminologie en begripsomschrijving. Bedoeld wordt de diversiteit in de gebruikte benamingen en/of afkortingen voor nochtans hetzelfde begrip, bijvoorbeeld de benamingen "Comdo" en "CP-Ops" voor operationele commandopost.

Met het KB wordt getracht deze verschillen in belangrijke mate weg te werken door het stellen van enkele duidelijke definities en een einde te maken aan de onderlinge begripsverwarring tussen de betrokken overheden, interventiediensten of andere betrokken diensten. Dit zal helpen om het beheer van de noodsituatie en de interventies vlot te laten verlopen.

In artikel 1 worden vooreerst de bevoegde overheden aangeduid : de burgemeester voor de gemeente, de gouverneur voor de provincie of het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, en op federaal niveau de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Volksgezondheid, deze laatste wat de medische, sanitaire en psychosociale hulpverlening betreft.

Er wordt ook een definitie gegeven van de diverse organisatorische geledingen die de burgemeester, de gouverneur en de minister moeten bijstaan bij het in praktijk brengen van de noodplanning : het coördinatiecomité of CC voor de beleidsmatige coördinatie en de commandopost-operaties of CP-Ops voor de operationele coördinatie.

En ce qui concerne l'exécution des tâches, la notion de "discipline" est définie comme étant un ensemble fonctionnel de missions effectuées par les services d'intervention ou d'autres services concernés.

La dénomination "planification d'urgence" est utilisée pour les plans d'urgence visés à l'article 2ter de la loi sur la protection civile ET pour tous les autres plans établis à la demande des autorités pour maîtriser une situation d'urgence.

II. La planification d'urgence et sa structure

A. Approche multidisciplinaire

L'article 3 de l'AR met l'accent sur l'approche multidisciplinaire dont il faut tenir compte lors de la rédaction et surtout de la mise en oeuvre des plans d'urgence et d'intervention.

Cela signifie notamment qu'il faut prêter une très grande attention à la nécessité d'examiner chaque situation d'urgence ou situation d'urgence potentielle au départ des missions et des moyens de chaque discipline séparément et d'en assurer la coordination avec les missions et les moyens des autres disciplines.

Cette approche multidisciplinaire est nécessaire pour pouvoir gérer une situation d'urgence dans sa globalité et de la façon la plus efficace possible, sans négliger ou omettre des aspects importants lors des opérations de secours.

B. Types de plans d'urgence

L'AR subdivise la planification d'urgence comme suit :

- les plans d'urgence et d'intervention qui peuvent être généraux ou particuliers;
- les plans monodisciplinaires d'intervention;
- les plans internes d'urgence.

L'article 3 de l'AR dispose que ces plans sont établis au niveau fédéral, provincial et communal.

Un exemple de plan national est le "plan d'urgence nucléaire et radiologique pour le territoire belge" fixé dans l'arrêté royal du 17 octobre 2003.

Le présent AR n'impose aucunement le contenu et le mode d'établissement de la planification d'urgence nationale. Il est toutefois déterminant pour le contenu et le mode d'établissement de la planification d'urgence aux niveaux provincial et communal.

L'autorité chargée de l'établissement des plans doit également en assurer l'actualisation et l'introduction des modifications nécessaires.

1. Les plans d'urgence et d'intervention (PUI)

Le "plan d'urgence et d'intervention" ou "PUI" règle l'intervention multidisciplinaire et contient les directives générales et les informations nécessaires pour assurer la gestion de toute situation d'urgence. Le mode d'activation et les principes de fonctionnement reposent sur la même méthodologie et les missions des services d'intervention sont identiques partout. On peut donc parler du plan général d'urgence et d'intervention ou "PGUI".

Outre les directives générales et les informations nécessaires contenues dans le PGUI, le PUI pourra être complété par des directives spécifiques supplémentaires concernant la lutte contre les risques particuliers, localisés ou non. Ces directives ou mesures de planification d'urgence sont inscrites dans le "plan particulier d'urgence et d'intervention" ou "PPUI".

Certaines activités industrielles du secteur chimique ou nucléaire constituent des exemples de risques particuliers localisés. Il peut toutefois également s'agir de zones inondables ou de risques liés à de grands rassemblements de personnes.

D'autres risques ne sont pas localisables à l'avance car ils peuvent survenir à n'importe quel endroit, comme des catastrophes naturelles, des accidents d'avion ou de chemin de fer, des accidents impliquant des conduites souterraines, des pollutions, des épidémies.

Les PUI prêtent également attention aux missions à accomplir en cas de situation d'urgence par les différents services. Ces tâches sont réparties en disciplines.

2. Les plans monodisciplinaires d'intervention

Les diverses disciplines sont précisées dans le chapitre IV de la présente circulaire.

Un plan monodisciplinaire d'intervention, qui règle les modalités d'intervention d'une discipline conformément au PUI, est établi pour chacune de ces disciplines.

L'exemple le plus connu de plan monodisciplinaire d'intervention est le plan d'intervention médicale ou PIM qui règle le mode d'intervention et les renforts des services de secours médicaux, sanitaires et psychosociaux en cas d'interventions de grande ampleur.

Des plans monodisciplinaires relatifs à des risques particuliers peuvent également être élaborés, conformément au PPUI concerné.

Naar taakuitvoering wordt het begrip "discipline" verduidelijkt als zijnde een functioneel geheel van opdrachten die door verschillende deelnemende interventiediensten of andere diensten worden uitgevoerd.

De benaming "noodplanning" wordt gebruikt voor de rampenplannen die bedoeld worden in artikel 2ter van de Wet betreffende de civiele bescherming EN voor alle andere plannen die door of in opdracht van de overheid worden opgesteld om een noodsituatie te beheersen.

II. De noodplanning en de structuur ervan

A. Multidisciplinaire benadering

In artikel 3 van het KB wordt de multidisciplinaire benadering beklemtoond waarmee bij de redactie en vooral bij de inwerkingstelling van nood- en interventieplannen moet worden rekening gehouden.

Dit betekent onder meer dat er zeer veel aandacht moet gaan naar de noodzaak om elke noodsituatie of potentiële noodsituatie te bekijken vanuit de opdrachten en mogelijkheden van elke discipline afzonderlijk en deze te coördineren met de opdrachten en mogelijkheden van de andere disciplines.

Deze multidisciplinaire aanpak is nodig om een noodsituatie globaal en met de meeste efficiëntie te kunnen beheren, zonder dat bij de hulpoperaties belangrijke aspecten worden verwaarloosd of over het hoofd gezien.

B. Soorten noodplannen

Het KB deelt de noodplanning in als volgt :

- de nood- en interventieplannen die algemeen zijn en bijzonder kunnen zijn;
- de monodisciplinaire interventieplannen;
- de interne noodplannen.

In artikel 3 van het KB wordt gesteld dat deze plannen worden opgemaakt op federaal, provinciaal en gemeentelijk niveau.

Een voorbeeld van federaal noodplan is het "nucleair en radiologisch noodplan voor het Belgisch grondgebied" dat werd vastgelegd in een apart Koninklijk besluit van 17 oktober 2003.

Maar onderhavig KB bepaalt geenszins de inhoud en de wijze van opmaak van de federale noodplanning. Het is wél van toepassing voor de inhoud en de wijze van opmaak van de noodplanning op provinciaal en gemeentelijk niveau.

De overheid die moet instaan voor het opstellen van de plannen, zal ook moeten instaan voor de actualisering ervan en voor het inbrengen van de noodzakelijke wijzigingen.

1. De nood- en interventieplannen (NIP)

Het "nood- en interventieplan" of "NIP" regelt het multidisciplinair optreden en bevat de algemene richtlijnen en de nodige informatie om het beheer van elke noodsituatie te verzekeren. De wijze van activeren en de werkingsprincipes berusten op dezelfde methodiek en de opdrachten van de interventiediensten zullen overal dezelfde zijn. Er kan dus gesproken worden van het "algemeen nood- en interventieplan" of "ANIP".

Naast de algemene richtlijnen en de nodige informatie vervat in het ANIP zal het NIP moeten worden aangevuld met bijkomende specifieke richtlijnen voor het bestrijden van bijzondere risico's, die al dan niet gelokaliseerd zijn. Deze richtlijnen of noodplanmaatregelen worden geschreven in het "bijzonder nood- en interventieplan" of "BNIP".

Voorbeelden van gelokaliseerde bijzondere risico's zijn sommige industriële activiteiten uit de chemische of nucleaire sector. Maar het kan ook gaan over overstromingsgebieden of over de risico's verbonden aan grote volkstoelopen of massamanifestaties.

Andere risico's vallen op voorhand niet te lokaliseren omdat ze zich op een willekeurige plaats kunnen voordoen, zoals natuurrampen, vliegtuig- of spoorwegongevallen, ongevallen met ondergrondse leidingen, polluties, epidemieën, enz.

In de NIP wordt eveneens aandacht besteed aan de opdrachten die door de verschillende diensten moeten worden uitgevoerd. Deze taken worden ondergebracht in disciplines.

2. De monodisciplinaire interventieplannen

De diverse disciplines worden toegelicht in hoofdstuk IV van deze omzendbrief.

Voor elke van deze disciplines wordt een monodisciplinair interventieplan opgesteld, dat de interventiemodaliteiten regelt van één discipline in overeenstemming met het NIP.

Het best gekende voorbeeld van een monodisciplinair interventieplan is het medische interventieplan of het MIP dat de wijze van optreden en versterkingen regelt van de medische, sanitaire en psychosociale hulpdiensten bij grote interventies.

Het monodisciplinair plan kan ook specifieke bepalingen bevatten met betrekking tot bijzondere risico's.

Le plan monodisciplinaire d'intervention règle les modalités suivantes : l'alerte et le départ, la montée en puissance et les renforts, la répartition des tâches, la communication, le commandement et la relève du commandement dans les différentes phases ainsi que la représentation de la discipline au PC-Ops et au CC. En outre, il indique les moyens qui peuvent être engagés soit immédiatement soit en réserve.

Une attention particulière est également réservée à l'interaction avec les autres disciplines. Dans des cas d'urgence réels, cette interaction consiste souvent à informer les autres disciplines au sujet des opérations en cours, des risques présents et potentiels. Une concertation est également organisée sur les actions à entreprendre en fonction du déroulement et du résultat des opérations. Ce qui précède doit se faire le plus rapidement possible sans attendre le déploiement du poste de commandement opérationnel et/ou du comité de coordination. Pour cela, il est nécessaire de mener – déjà au stade de la rédaction des plans – des concertations interdisciplinaires.

Etant donné que ces plans monodisciplinaires ont précisément pour objet de régler l'intervention de grande envergure par discipline, plusieurs services d'intervention appartenant à différentes communes, à diverses autorités et/ou à divers organismes devront y être associés. En effet, les situations d'urgence ne sont pas liées à des découpages administratifs en communes, zones de police, zones de secours, arrondissements judiciaires. Quelle que soit la discipline, les plans monodisciplinaires d'intervention comportent dès lors toujours un volet provincial qui fixe les mesures et la procédure communes susceptibles d'être appliquées partout et qui énumère les moyens à utiliser dans ce cadre. En fonction de la discipline, les plans sont ensuite complétés par commune, par zone de police ou par zone de secours.

Dans le cadre d'un incident important ou de sa menace, il est recommandé que les plans monodisciplinaires d'intervention soient déjà activés par le chef de la discipline compétente indépendamment du déclenchement d'une phase du PUI.

Remarque sur les plans préalables d'intervention

Le nouvel AR a abrogé l'article 15 de l'arrêté royal du 8 novembre 1967 portant, en temps de paix, organisation des services communaux et régionaux d'incendie et de coordination des secours en cas d'incendie (7). L'alinéa 1^{er} de cet article 15 énumérait quelques risques importants pour lesquels la protection civile et le service d'incendie de la catégorie X ou Y le plus proche devaient être appelés en cas d'incendie. Suite au nouvel AR, cette disposition est devenue superflue. L'alinéa 2 de l'article 15 de l'arrêté royal du 8 novembre 1967 octroyait également aux bourgmestres la compétence de charger le service d'incendie de rédiger des plans préalables d'intervention pour ces risques d'incendie.

L'entrée en vigueur du nouvel AR ne signifie cependant pas que l'établissement de tels plans d'intervention deviendrait superflu.

Les plans préalables d'intervention sont à considérer comme des plans d'intervention qui complètent le plan d'intervention monodisciplinaire de la discipline 1.

3. Les plans internes d'urgence

Comme décrit à l'article 5 de l'AR, le plan interne d'urgence est un document élaboré par une entreprise ou une institution. Il permet de réagir de manière aussi adéquate que possible à une situation d'urgence qui apparaît au sein de cette entreprise ou de cette institution ou qui apparaît au niveau externe mais dans laquelle l'entreprise ou l'institution est impliquée. Le plan interne d'urgence contient un certain nombre de mesures organisationnelles en fonction de l'objectif visé, prises en interne, en fonction du plus grand risque possible, ayant comme exécuteurs les personnes de l'institution ou de l'entreprise même, et par l'utilisation de leurs propres moyens. Ce plan d'urgence interne doit également prévoir l'alerte la plus rapide possible des services d'intervention externes avec lesquels, au stade de la rédaction, les accords nécessaires peuvent être conclus.

A l'exception de l'obligation d'établir des plans internes d'urgence, qui s'applique pour les entreprises ou activités qui relèvent de la réglementation concernant les risques dits Seveso et les risques nucléaires, il est également opportun de promouvoir l'établissement de plans internes d'urgence pour les entreprises ou institutions qui sont considérées comme étant à risque sur la base d'une analyse des risques effectuée par la cellule communale de sécurité et sur la base, le cas échéant, de législations spécifiques qui imposeraient aux exploitants de ces entreprises ou institutions des obligations en matière de sécurité.

III. Niveaux et phases

A. Les phases

Le chapitre III de l'AR désigne les niveaux administratifs responsables qui sont tenus de prendre les mesures qui s'imposent en cas de situation d'urgence ou de menace d'une situation d'urgence et de développer les actions nécessaires pour gérer cette situation d'urgence.

In het monodisciplinair interventieplan worden de afspraken vastgelegd m.b.t. de alarmering en opstart, de opschaling en de versterkingen, de taakverdeling, de communicatie, de bevelvoering en de bevelsoverdracht in de verschillende fasen, alsook de vertegenwoordiging van de discipline in de CP-Ops en het CC. Voorts worden de middelen aangeduid die kunnen worden ingezet, ofwel onmiddellijk ofwel als reserve.

Bijzondere aandacht zal ook gaan naar de interactie met de andere disciplines. Deze interactie zal in reële noodsituaties er vaak in bestaan de andere disciplines in te lichten over de aan gang zijnde operaties, over de aanwezigte en de mogelijke gevaren. Er zal ook worden overlegd over de te ondernemen acties in functie van het goed verloop en resultaat van de operaties. Een en ander dient zo vlug mogelijk te gebeuren en er moet zeker niet worden gewacht op de ontplooiing van de commandopost operaties en/of het coördinatiecomité. Daarom is het nodig dat reeds in het stadium van de redactie van de plannen interdisciplinair overleg wordt gepleegd.

Aangezien deze monodisciplinaire plannen precies tot doel hebben het grootschalig optreden te regelen per discipline, zullen daarbij meerdere interventiediensten behorende tot verschillende gemeenten, tot diverse overheden en/of organismen moeten worden betrokken. Noodsituaties zijn immers niet gebonden aan administratieve indelingen in gemeenten, politiezones, hulpverleningszones, gerechtelijke arrondissementen. Daarom zullen de monodisciplinaire interventieplannen, ongeacht de discipline, steeds een provinciaal luik bevatten dat de gemeenschappelijke maatregelen en werkwijze vastlegt die overal kunnen van toepassing zijn en dat de middelen opsomt die daarbij kunnen ingezet worden. De plannen zullen dan, afhankelijk van de discipline, verder worden aangevuld per gemeente, per politiezone of per hulpverleningszone.

Bij een belangrijk incident of een ernstige dreiging is het aangeraden dat de monodisciplinaire interventieplannen door de bevoegde disciplineoverste al worden opgestart los van de afkondiging van een fase van het NIP.

Opmerking bij de voorafgaande interventieplannen

Het nieuwe KB heeft artikel 15 opgeheven van het Koninklijk besluit van 8 november 1967 (7) houdende, voor de vreedstijd, de organisatie van de gemeentelijke en de gewestelijke brandweerdiensten en de coördinatie in geval van brand. Dit artikel 15 somde in het eerste lid enkele grote risico's op waarvoor in geval van brand de civiele bescherming en de meest nabij gelegen brandweerdienst van de categorie X of Y moeten worden opgeroepen. Deze bepaling is ingevolge het nieuwe KB overbodig geworden. Maar artikel 15 van het Koninklijk besluit van 8 november 1967 verleende in zijn tweede lid aan de burgemeesters ook de bevoegdheid om voor de genoemde brandrisico's de brandweer te belasten met het opstellen van voorafgaande interventieplannen.

Het in voege treden van het nieuwe KB betekent alleszins niet dat de opmaak van dergelijke interventieplannen overbodig zou worden.

De voorafgaande interventieplannen vallen te beschouwen als interventieplannen die de monodisciplinaire interventieplannen van discipline 1 aanvullen.

3. De interne noodplannen

Zoals beschreven in artikel 5 van het KB is het intern noodplan een document dat opgesteld wordt op het niveau van een bedrijf of instelling. Het is erop gericht om intern zo adequaat mogelijk te reageren op een noodsituatie die ofwel ontstaat in dat bedrijf of die instelling, ofwel extern ontstaat maar waarbij het bedrijf of de instelling betrokken is. Het intern noodplan zal dus een aantal organisatorische maatregelen bevatten die intern worden genomen in functie van het grootst mogelijke risico, met personen van de instelling of het bedrijf zelf als uitvoerders en met inzet van eigen middelen. Dit intern noodplan moet ook voorzien in het tijdig oproepen van externe hulpdiensten waarmee in het stadium van de redactie de nodige afspraken kunnen worden gemaakt.

Behoudens de verplichting tot het opstellen van interne noodplannen die geldt in hoofdte van de bedrijven of activiteiten die onder de toepassing vallen van de regelgeving inzake de zogenaamde Seveso- en de nucleaire risico's is het opportuun de opstelling van interne noodplannen eveneens te bevorderen voor bedrijven of instellingen die op basis van een risicoanalyse door de gemeentelijke veiligheidsceel als risicovol worden ervaren.

III. Niveaus en fasering

A. De fasen

In hoofdstuk III van het KB worden de verantwoordelijke bestuursniveaus aangeduid die ertoe gehouden zijn, in geval van een noodsituatie of een dreiging daartoe, de nodige maatregelen te nemen en acties te ontwikkelen om deze noodsituatie te beheeren.

La gestion comprend la prise de toutes les mesures et leur coordination au niveau opérationnel et stratégique, dans le but soit de réduire ou de faire disparaître la menace soit de lutter contre la situation d'urgence, d'en limiter autant que possible les conséquences, de maintenir ou éventuellement de rétablir l'ordre public.

Pour l'autorité compétente, la gestion de la situation d'urgence ne cesse pas automatiquement au moment où se termine la phase active de lutte contre la situation d'urgence. L'autorité compétente doit veiller à ce que les dispositions nécessaires soient prises pour permettre d'aider les victimes ou de les orienter vers une forme plus adéquate d'aide, par exemple une assistance psychosociale ou l'intervention du fonds des calamités.

Les autorités administratives compétentes pour la gestion d'une situation d'urgence sont le bourgmestre dans sa commune, le gouverneur dans sa province ou dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, le ministre de l'Intérieur sur le territoire de l'Etat fédéral.

C'est la raison pour laquelle les PUI peuvent être déclenchés et activés à trois niveaux, dénommés phases : la phase communale, la phase provinciale et la phase fédérale.

Pour le déclenchement de la phase, on tiendra notamment compte d'un ou de plusieurs des paramètres suivants :

- l'étendue géographique des conséquences néfastes;
- les moyens à mettre en oeuvre;
- le nombre réel ou potentiel de victimes;
- le besoin de coordination;
- l'ampleur et/ou l'impact social des événements;
- la nature des événements et principalement leur complexité technique;
- l'évolution des événements.

La décision de déclencher une phase est une décision stratégique qui appartient au bourgmestre, au gouverneur ou au ministre. Elle ne peut être déléguée.

Le déclenchement du PUI implique précisément que la situation d'urgence soit abordée et coordonnée le plus rapidement possible de manière multidisciplinaire au niveau approprié. Outre la coordination opérationnelle des services d'intervention sur le terrain, les mesures stratégiques nécessaires doivent être prises pour limiter les conséquences de la situation d'urgence pour l'homme et l'environnement et revenir à la situation normale.

Pour le dirigeant opérationnel, il n'est cependant pas toujours facile d'évaluer de manière très précise la nature, l'ampleur et les conséquences potentielles d'un incident grave et de déterminer la phase qui doit y être rattachée. Il est toutefois généralement souhaitable de déclencher déjà le plan monodisciplinaire d'intervention pour sa discipline et de tenir compte de l'interaction avec les autres disciplines. Dans ce cas, il s'indique également de renforcer la concertation avec les autres disciplines afin d'aboutir à une concertation structurée et de procéder à la mise en place d'un PC-OPS (8)

Le responsable de la discipline 1 et, le cas échéant, le Dir-PC-Ops, informe le bourgmestre et le conseiller, afin de lui permettre de prendre les initiatives nécessaires en vue du déclenchement réel de la phase communale et/ou de la montée en puissance éventuelle vers une phase élevée. A l'inverse, il peut être utile de conseiller la levée d'une phase.

Ces différents aspects sont examinés de manière plus approfondie ci-après.

1. Phase communale

En cas de déclenchement de la phase communale, l'aide nécessaire prévue par le PUI communal est mobilisée et les structures de coordination opérationnelle (PC-Ops) et stratégique (CC) sont déployées.

La phase communale est déclenchée par le bourgmestre pour autant que les conséquences dommageables de la situation d'urgence ou la menace de telles conséquences soient limitées au territoire de la commune. Une condition supplémentaire pour le déclenchement de cette phase est que la gestion de la situation d'urgence doit pouvoir être assurée avec les propres moyens et renforts dont la commune dispose ou qui peuvent normalement être mis à sa disposition par d'autres services ou organismes, par exemple le renfort du service d'incendie ou de la police sur la base de plans monodisciplinaires d'intervention ou d'accords zonaux.

Le déclenchement du PUI peut donc se limiter à la phase communale aussi longtemps que les moyens à mettre en oeuvre ne provoquent pas un surcroît de travail, au sein d'une même région, pour le service d'incendie, la police, les moyens médicaux et psychosociaux de soins et d'accueil et leurs réserves respectives. Il est également tenu compte du besoin en moyens logistiques et en moyens d'interventions spécialisés de la protection civile, à compléter éventuellement par d'autres moyens publics ou privés.

Het beheer omvat het nemen van alle maatregelen alsook de coördinatie ervan op operationeel en beleidsvlak, met het doel ofwel de dreiging te verminderen of weg te nemen, ofwel de noodsituatie te bestrijden, de gevolgen ervan zoveel mogelijk te beperken en de openbare orde te handhaven of eventueel te herstellen.

Het beheer van de noodsituatie eindigt voor de bevoegde overheid niet automatisch bij het afsluiten van de acute bestrijding van de noodsituatie. De bevoegde overheid zal er moeten voor zorgen dat de nodige schikkingen zijn genomen om de getroffen en te helpen of door te verwijzen naar een meer adequate vorm van hulp, bijvoorbeeld inzake psychosociale zorg of de tussenkomst van het rampenfonds.

De bevoegde bestuurlijke overheden voor het beheer van een noodsituatie zijn de burgemeester in zijn gemeente, de gouverneur in zijn provincie of in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, de minister van Binnenlandse Zaken op het grondgebied van de federale Staat.

Vandaar dat de NIP kunnen worden afgekondigd en geactiveerd op drie niveaus die fasen worden genoemd : de gemeentelijke fase, de provinciale fase en de federale fase.

Voor de afkondiging van de fase zal onder meer rekening worden gehouden met één of meerdere van volgende parameters :

- de geografische uitgestrektheid van de schadelijke gevolgen;
- de aan te wenden middelen;
- het reëel of potentieel aantal getroffen en;
- de nood aan coördinatie;
- de omvang en/of maatschappelijke impact van de gebeurtenissen;
- de aard van de gebeurtenissen en voornamelijk de technische complexiteit ervan;
- de evolutie van de gebeurtenissen.

De beslissing om een fase af te kondigen is een beleidsbeslissing die toekomt aan de burgemeester, de gouverneur of de minister. Deze beslissing kan niet worden gedelegeerd.

De afkondiging van het NIP houdt precies in dat de noodsituatie zo vlug mogelijk multidisciplinair en op het geschikte niveau wordt aangepakt en gecoördineerd, en dat er naast de operationele coördinatie van de hulpdiensten op het terrein ook de beleidsmatige maatregelen worden genomen die nodig zijn om de gevolgen van de noodtoestand voor mens en milieu te beperken en terug te keren naar de normale toestand.

Maar voor de operationeel leidinggevende is het niet altijd even makkelijk de aard, de omvang en de potentiële gevolgen van een ernstig incident met grote precisie in te schatten en te beoordelen welke fase er moet worden aan gekoppeld. Toch zal het meestal wenselijk zijn reeds het monodisciplinair interventieplan voor zijn discipline af te kondigen en rekening te houden met de interactie met de andere disciplines. Het zal dan eveneens aangewezen zijn het overleg met de andere disciplines op te schalen naar een gestructureerd overleg en over te gaan tot de oprichting van een CP-OPS. (8)

De leidinggevende van discipline 1, in voorkomend geval de Dir-CP-Ops, verwittigt onmiddellijk de burgemeester en geeft hem zijn advies zodat deze de nodige initiatieven kan nemen met het oog op de reële afkondiging van de gemeentelijke fase, de eventuele opschaling naar een hogere fase. In omgekeerde richting zal of kan het nuttig zijn de opheffing van een fase te adviseren.

Op deze verschillende aspecten wordt hierna verder ingegaan.

1. Gemeentelijke fase

Bij afkondiging van de gemeentelijke fase wordt de in de gemeentelijke NIP voorziene nodige hulp gemobiliseerd en worden de operationele (CP-Ops) en beleidsmatige (CC) coördinatiestructuren ontplooid.

De gemeentelijke fase zal door de burgemeester worden afgekondigd voor zover de nadelige gevolgen van de noodsituatie of de dreiging daartoe beperkt blijven tot het grondgebied van de gemeente. Een bijkomende voorwaarde is dat het beheer van de noodsituatie kan gebeuren met de middelen en versterkingen waarover de gemeente zelf beschikt of die door andere diensten of organismen normaal kunnen worden ter beschikking gesteld, bijvoorbeeld de versterking van brandweer of politie op grond van monodisciplinaire interventieplannen of interzonale afspraken.

De afkondiging van het NIP kan dus beperkt blijven tot de gemeentelijke fase zolang de in te zetten middelen geen ernstige overbelasting betekenen binnen éénzelfde regio van de brandweer, de politie, de medische en psychosociale middelen voor verzorging en opvang, en van hun respectieve reserves. Ook zal er rekening gehouden worden met de nood aan logistieke middelen en middelen voor gespecialiseerde interventies van de civiele bescherming, die eventueel moeten worden aangevuld met andere openbare of particuliere middelen.

En cas de déclenchement de la phase communale, le bourgmestre avertit immédiatement le gouverneur et le tient régulièrement informé. Lors de ce contact, les besoins en moyens et en coordination sont évalués et l'éventuelle nécessité d'une montée en puissance vers une phase supérieure est examinée.

Il n'est pas superflu d'attirer l'attention de l'autorité communale sur le fait que la mise en oeuvre de moyens supplémentaires ou spécialisés peut parfois entraîner le remboursement des frais exposés par des personnes ou des services réquisitionnés. Ces frais sont à charge de l'autorité compétente pour la gestion de la situation d'urgence. Dans la phase communale, il s'agit de la commune. Les frais éventuels qui résultent de telles réquisitions ne constituent toutefois pas une raison pour passer de la phase communale à une phase supérieure.

2. Phase provinciale

En cas de déclenchement de la phase provinciale, l'aide prévue par le PUI provincial est mobilisée et les structures provinciales de coordination opérationnelle (PC-Ops) (9) et stratégique (CC) sont déployées.

La phase provinciale est déclenchée par le gouverneur lorsque la situation d'urgence concerne plus d'une commune.

Dans un grand nombre de cas, le gouverneur déclenche toutefois la phase provinciale sur la base de l'évaluation de la situation d'urgence apparue ou de la menace d'une telle situation. Il tient compte de la nature et de l'impact de l'événement et de l'évolution du risque, des besoins importants en moyens à mettre en oeuvre et/ou de la spécificité des mesures à prendre.

Chaque fois que la phase provinciale est déclenchée, le gouverneur informe le Ministre via le Centre gouvernemental de Coordination et de Crise (CGCCR).

Tant pour les effets supracommunaux que pour les effets supraprovinciaux, il y a lieu de lutter contre la situation d'urgence de la manière la plus appropriée. Dans ces cas, on applique le principe de subsidiarité.

3. Phase fédérale

La phase fédérale est déclenchée, pour des situations d'urgence, conformément aux dispositions de l'AR du 31 janvier 2003 portant fixation du plan d'urgence pour les événements et situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national. (10) La phase fédérale ne relève donc pas de l'application du présent AR.

B. Ordre de succession des phases

La nature et la gravité de la situation d'urgence sont déterminantes pour décider quelle phase doit être déclenchée. Il n'est donc pas nécessaire de déclencher d'abord la phase communale pour pouvoir passer à la phase provinciale. Selon le cas, le bourgmestre peut proposer au gouverneur de déclencher immédiatement la phase provinciale. De la même manière, le gouverneur peut proposer le déclenchement de la phase fédérale au Ministre. A l'inverse, le Ministre peut demander au gouverneur de déclencher la phase provinciale ou même demander à une ou plusieurs communes, par l'entremise du gouverneur, de déclencher la phase communale. Le gouverneur peut également adresser cette question à la commune de sa propre initiative. Si le gouverneur est obligé de déclencher la phase provinciale sans concertation avec le(s) bourgmestre(s) concerné(s), il les informe le plus rapidement possible.

C. Levée d'une phase

L'autorité compétente pour déclencher une phase est également compétente pour la lever. La levée se fait en concertation avec les services concernés par la lutte contre une situation d'urgence au niveau stratégique et opérationnel et, le cas échéant, avec l'(les) autre(s) autorité(s) compétente(s) concernée(s). Le gouverneur lève donc la phase provinciale en concertation avec le(s) bourgmestre(s) de la (des) commune(s) touchée(s) par la situation d'urgence. Il peut éventuellement apparaître de cette concertation qu'il est nécessaire que la phase communale reste encore activée.

IV. Disciplines

Le PUI doit clairement délimiter et répartir les missions des différents services en cinq disciplines fonctionnelles :

- discipline 1 : les opérations de secours;
- discipline 2 : les secours médicaux, sanitaires et psychosociaux;
- discipline 3 : la police du lieu de la situation d'urgence;
- discipline 4 : l'appui logistique;
- discipline 5 : l'information.

Pour chacune de ces disciplines, il faut établir, comme précisé ci-avant, un plan monodisciplinaire d'intervention.

Bij afkondiging van de gemeentelijke fase verwittigt de burgemeester onmiddellijk de gouverneur en houdt deze regelmatig op de hoogte. Bij dit contact zullen de behoeften aan middelen en aan coördinatie worden geëvalueerd en zal worden nagegaan of een opschaling naar een hogere fase aangewezen is.

Het is niet overbodig de gemeentelijke overheid erop te wijzen dat het inzetten van extra hulpmiddelen of gespecialiseerde middelen soms kan leiden tot terugbetaling of restitutie van de kosten gemaakt door opgevorderde personen of diensten. Deze kosten vallen ten laste van de overheid die bevoegd is voor het beheer van de noodsituatie. In de gemeentelijke fase is dit de gemeente. De mogelijke kosten die voortvloeien uit dergelijke opvoedingen vormen echter allerminst een reden om de gemeentelijke fase op te schalen naar een hogere fase.

2. Provinciale fase

Bij afkondiging van de provinciale fase wordt de in de provinciale NIP voorziene nodige hulp gemobiliseerd en worden de provinciale operationele (CP-Ops) (9) en coördinatiestructuren (CC) ontplooid.

De provinciale fase kan worden afgekondigd door de gouverneur wanneer de noodsituatie meer dan één gemeente treft.

In een groot aantal gevallen zal de gouverneur echter de provinciale fase afkondigen op grond van de evaluatie van de ontstane noodsituatie of van de dreiging. Hij zal rekening houden met de aard en impact van de gebeurtenis en het evolutief risico, met de grote behoefte aan in te zetten middelen en/of met de specificiteit van de te nemen maatregelen.

Telkens als de provinciale fase wordt afgekondigd, informeert de gouverneur de minister via het Coördinatie en Crisiscentrum van de Regering (CGCCR).

Zowel bij de grensoverschrijdende effecten tussen gemeenten als tussen provincies komt het erop aan de noodsituatie op de meest gepaste wijze te bestrijden. In deze gevallen wordt uitgegaan van het subsidiariteitsbeginsel.

3. Federale fase

De federale fase wordt opgestart voor noodsituaties in overeenstemming met de bepalingen van het KB van 31 januari 2003 tot vaststelling van het noodplan voor crisisgebeurtenissen en -situaties die een coördinatie en/of een beheer op nationaal niveau vereisen. (10) De federale fase valt derhalve niet onder de toepassing van het KB van 16 februari 2006 betreffende de nood- en interventieplannen.

B. Volgorde van de fasen

De aard en de ernst van de noodsituatie zijn bepalend voor de beslissing welke fase moet worden afgekondigd. Het is dus niet nodig eerst de gemeentelijke fase af te kondigen om te kunnen opschalen naar de provinciale fase. Naargelang van het geval kan de burgemeester aan de gouverneur voorstellen dadelijk de provinciale fase uit te roepen. Op dezelfde wijze kan de gouverneur de afkondiging van de federale fase voorstellen aan de minister. Omgekeerd kan de minister de gouverneur verzoeken de provinciale fase af te kondigen of via de gouverneur zelfs één of meerdere gemeenten vragen de gemeentelijke fase af te kondigen. Uiteraard kan de gouverneur deze vraag ook op eigen initiatief aan de gemeente richten. Indien de gouverneur genoodzaakt is de provinciale fase af te kondigen zonder overleg met de betrokken burgemeester(-s), dan zal hij dezen zo vlug mogelijk op de hoogte brengen.

C. Opheffing van een fase

De overheid die bevoegd is voor het afkondigen van een fase is eveneens bevoegd voor de opheffing ervan. De opheffing zal gebeuren in overleg met de diensten die beleidsmatig en operationeel bij de bestrijding van de noodsituatie betrokken zijn en in voorkomend geval met de andere betrokken bevoegde overheid of overheden. De gouverneur zal dus de provinciale fase opheffen in overleg met de burgemeester(-s) van de gemeente(-n) die door de noodsituatie getroffen zijn. Uit dit overleg kan eventueel de noodzaak blijken om de gemeentelijke fase nog geactualiseerd te houden.

IV. Disciplines

In de NIP worden de opdrachten van de verschillende diensten duidelijk afgebakend en ingedeeld in vijf functionele disciplines :

- discipline 1 : de hulpverleningsoperaties;
- discipline 2 : de medische, sanitaire en psychosociale hulp;
- discipline 3 : de politie van de plaats van de noodsituatie;
- discipline 4 : de logistieke steun;
- discipline 5 : de informatie.

Voor elk van deze disciplines moet, zoals hoger reeds gesteld, een monodisciplinair interventieplan worden opgesteld.

A. Discipline 1 : les opérations de secours

Les missions qui font partie de cette discipline sont effectuées par les services d'incendie, assistés par les unités opérationnelles de la protection civile, conformément à l'arrêté royal du 7 avril 2003 répartissant les missions en matière de protection civile entre les services publics d'incendie et les services de la protection civile.

Les missions comprennent notamment les tâches suivantes :

- maîtriser la situation d'urgence et éliminer les risques liés à celle-ci : éteindre un incendie, colmater des brèches et renforcer des digues, et prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter l'extension des conséquences de la situation d'urgence;
- rechercher, libérer, secourir, sauver et mettre en sécurité les personnes en danger et protéger leurs biens;
- détecter, mesurer et lutter contre les produits dangereux et assurer la décontamination;
- dans la zone rouge et lorsque des équipements de protection spécifiques sont nécessaires en raison de la nature de la situation d'urgence, assurer le sauvetage de la population, en ce compris son évacuation;
- réquisitionner les personnes et les biens nécessaires en fonction de l'exécution de leurs missions;
- dans l'attente de la mise en place du PC-Ops, informer le bourgmestre, le centre 100 et assurer la coordination opérationnelle avec les autres disciplines.

Le plan monodisciplinaire d'intervention pour la discipline 1 est établi par les présidents des commissions techniques des zones de secours en concertation avec le commandant de l'unité opérationnelle de la protection civile. (11) Le président de la commission technique zonale préside également les travaux zonaux relatifs à cette planification d'urgence.

En application de l'art. 10, § 4, de l'AR, la direction des opérations de secours incombe au directeur des services d'incendie (Dir-Si).

En ce qui concerne l'art. 10, § 4 et l'art. 15, § 2, de l'AR, on tiendra compte de ce qui suit.

L'attribution des fonctions de Dir-Si et de Dir-PC-Ops se fait selon la même règle : elles sont attribuées à l'officier, présent sur place, titulaire du grade le plus élevé, et, en cas d'égalité de grade, au plus ancien en grade. Etant donné que les deux fonctions ne peuvent pas être cumulées, cet officier aura à choisir l'une des deux fonctions et l'officier second en grade assurera l'autre fonction. Il est recommandé à l'officier qui devra effectuer ce choix de permettre à l'officier qui a géré l'intervention depuis le début de continuer l'exercice de la fonction de Dir-Si. (12)

L'on ne fait ici aucune distinction entre officier volontaire ou professionnel ou entre officier territorialement compétent et officier d'un service d'incendie intervenant en renfort.

Les modalités pratiques concernant la relève du commandement à l'occasion des opérations de plus longue durée sont réglées dans le plan d'intervention monodisciplinaire.

Les officiers des services d'incendie appelés à assumer un rôle de conseiller en raison de leur expertise spécifique sont censés ne pas avoir de grade. Ils interviennent comme conseiller des dirigeants opérationnels ou du comité de coordination.

B. Discipline 2 : les secours médicaux, sanitaires et psychosociaux

La discipline 2 comprend les mesures d'aide médicale urgente, la prise des mesures conservatoires y afférentes pour la santé publique et les secours psychosociaux aux victimes.

Font notamment partie des missions :

- créer la chaîne médicale : alerter, effectuer la reconnaissance et l'évaluation, créer et organiser un poste médical avancé, mettre les services médicaux en pré-alerte,...;
- prendre en charge, trier et soigner les victimes...;
- assurer l'évacuation vers les hôpitaux appropriés en tenant compte de la capacité d'accueil et des spécialités disponibles,...;
- constater le décès, aménager et gérer une morgue provisoire sur le lieu de la situation d'urgence;
- collecter et/ou analyser les données utiles en ce qui concerne la santé publique, la sécurité de la chaîne alimentaire et l'environnement;
- assurer la gestion des ambulances sur place;
- assurer la collecte soigneuse des informations sur les victimes et la gestion sécurisée de ces informations;
- assurer la fourniture des informations concernant les victimes et aux victimes, à leurs familles et à leurs proches, conformément aux directives des autorités compétentes;

A. Discipline 1 : de hulpverleningsoperaties

De opdrachten die deel uitmaken van deze discipline worden uitgevoerd door de brandweerdiensten, bijgestaan door de operationele eenheden van de civiele bescherming overeenkomstig het koninklijk besluit van 7 april 2003 tot verdeling van de opdrachten inzake civiele bescherming tussen de openbare brandweerdiensten en de diensten van de civiele bescherming.

Tot het pakket van opdrachten behoren onder meer :

- het beheersen van de noodsituatie en de eraan verbonden risico's uitschakelen : het blussen van brand, het dichten van bressen en het versterken van dijken, en het nemen van alle maatregelen om de uitbreiding van de gevolgen van de noodsituatie te voorkomen;
- het opsporen, bevrijden, helpen, redden en in veiligheid brengen van personen die in gevaar verkeren en hun goederen beschermen;
- gevaarlijke stoffen opsporen, meten en bestrijden en instaan voor ontsmettingen;
- in de rode zone en wanneer door de aard van de noodsituatie bijzondere beschermingsuitrusting nodig is : het redden van de bevolking met inbegrip van de evacuatie;

— de nodige personen en goederen opeisen in functie van de uitvoering van hun opdrachten;

— in afwachting van de oprichting van het CP-Ops, de informatie aan de burgemeester, het 100-centrum en de operationele coördinatie met de andere disciplines.

Het monodisciplinaire interventieplan voor discipline 1 wordt opgesteld door de voorzitters of hun vertegenwoordiger van de technische commissies van de hulpverleningszones voor wat het provinciale luik betreft en door de zonale technische commissie voor wat het zonale luik betreft. Dit gebeurt telkens in overleg met de bevelhebber van de permanente eenheid van de civiele bescherming (11). De voorzitter van de zonale technische commissie is ook voorzitter van de zonale werkzaamheden in verband met deze noodplanning.

De leiding van de hulpoperaties berust volgens art. 10, § 4, van het KB bij de directeur-brandweer (Dir-Bw).

In verband met art. 10, § 4, en art. 15, § 2, van het KB zal men rekening houden met wat volgt.

De toewijzing van de functies van Dir-BW en van Dir-CP-Ops gebeurt volgens dezelfde regels. De Dir-BW is de op de plaats van de interventie aanwezige officier met de hoogste graad en bij gelijkheid van graad heeft de oudste in graad voorrang. Aangezien beide functies niet kunnen worden gecumuleerd, zal deze officier moeten kiezen welke functie hij zelf opneemt. De andere functie zal worden uitgeoefend door de officier met de tweede hoogste graad. Het is aanbevolen dat de officier die deze keuze moet maken, aan de officier die de hulpoperaties leidt vanaf het ontstaan van de noodsituatie de mogelijkheid geeft de functie van Dir-BW verder uit te oefenen. (12)

Er wordt hier geen onderscheid gemaakt tussen officier vrijwilliger en beroepsofficier of tussen de territoriaal bevoegde officier en officier van een brandweerdienst die ter versterking komt.

De praktische modaliteiten inzake aflossing met bevelsoverdracht bij operaties van langere duur worden geregeld in het monodisciplinair interventieplan.

Brandweerofficieren die worden opgeroepen in een adviserende rol omwille van hun specifieke deskundigheid worden geacht geen graad te bekleden. Zij treden op als adviseur van de operationeel leidinggevenden of van het coördinatiecomité.

B. Discipline 2 : de medische, sanitaire en psychosociale hulp

Discipline 2 omvat de medische spoedhulpmaatregelen, het treffen van de bijhorende conservatoire maatregelen voor de volksgezondheid en de psychosociale bijstand aan de getroffen.

Tot de opdrachten behoren dus onder meer :

- de medische hulpketen oprichten : de alarmering, de verkenning en evaluatie, de oprichting en organisatie van een voorwaartse medische post, het in vooralarm zetten van medische diensten,...;
- de slachtoffers opvangen, triëren en verzorgen...;
- de afvoer verzekeren naar de gepaste ziekenhuizen rekening houdend met beschikbare opvangcapaciteit en specialismen...;
- het overlijden vaststellen, en een provisorisch mortuarium inrichten en beheren op de plaats van de noodsituatie;
- de informatie en/of gegevens verzamelen en analyseren die nuttig zijn in verband met de volksgezondheid, de veiligheid van de voedselketen en het leefmilieu;
- het beheer van de ambulances ter plaatse;
- het nauwgezette vergaren van informatie over de slachtoffers en het veilig beheren ervan;
- het geven van informatie over slachtoffers en aan slachtoffers, aan hun familie en naasten, volgens de richtlijnen van de bevoegde overheid;

- sur décision de l'autorité compétente, créer un centre d'appel pour les victimes, leur famille et leurs proches;
- assurer les secours psychosociaux aux victimes, à leur famille et/ou à leurs proches;
- assurer la prise en charge des non-blessés sur le terrain;
- assurer la prise en charge par un centre d'accueil.

Le plan monodisciplinaire d'intervention pour la discipline 2 est composé d'un volet relatif à l'intervention médicale (= Plan D'Intervention Médicale - PIM) et d'un volet psychosocial reprenant des mesures et des instructions relatives à l'assistance psychosociale (= Plan d'Intervention PsychoSociale - PIPS).

En fonction de la phase déclenchée, l'autorité compétente demeure responsable de la coordination de l'assistance psychosociale nécessaire aux victimes jusqu'à ce qu'elles puissent être orientées vers et/ou être prises en charge par des services ou des organismes spécialisés en la matière.

Le plan est établi au niveau provincial par un comité de pilotage composé au minimum de représentants des services d'aide médicale urgente, de la Croix-Rouge, des secours psychosociaux et du fonctionnaire provincial responsable de la planification d'urgence. Ce comité de pilotage est présidé par l'inspecteur fédéral d'hygiène. Les cellules communales de sécurité complètent le plan monodisciplinaire par les données relatives aux moyens communaux d'accueil et d'aide sociale à utiliser au besoin à titre complémentaire.

La direction opérationnelle de la discipline 2 incombe au directeur de l'aide médicale (Dir-Med) désigné dans le plan monodisciplinaire d'intervention en tenant compte des principes en vigueur de la planification d'urgence médicale.

Le Dir-Med et les services médicaux intervenants restent soumis à l'autorité de l'inspecteur fédéral d'hygiène, qui représente la discipline sur le plan de la coordination stratégique. L'inspecteur fédéral d'hygiène veillera également à l'exécution du volet psychosocial et peut se faire assister dans cette tâche par un manager psychosocial.

En outre, diverses tâches de la discipline 2 sont effectuées par les services qui assurent quotidiennement l'exécution de l'aide médicale urgente. Ils sont en premier lieu renforcés par les services de la Croix-Rouge, ce également au niveau des secours psychosociaux. Le plan monodisciplinaire d'intervention contient des dispositions plus précises à ce sujet.

C. Discipline 3 : la police du lieu de la situation d'urgence

Conformément à la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, les missions concernant la "police du lieu" de la situation d'urgence comportent de nombreuses missions dont les principales sont :

- maintenir et rétablir l'ordre public;
- dégager les voies d'accès et d'évacuation;
- escorter les services d'intervention et leurs moyens vers le(s) point(s) de rendez-vous;
- prendre des mesures liées à la circulation;
- installer les périmètres nécessaires et assurer l'évacuation de la population ou contrôler les mesures de confinement prises, à l'exception des missions prises en charge par la discipline 1 dans la zone rouge, lorsque des équipements de protection spécifiques sont nécessaires en raison de la nature de la situation d'urgence (voir supra);
- informer la population menacée et veiller à l'exécution des mesures de confinement de celle-ci;
- identifier les corps;
- effectuer les actes d'enquête judiciaire sous la direction de l'autorité judiciaire.

L'identification des victimes décédées est une mission de police administrative qui sera exercée, si nécessaire, avec le soutien de l'équipe Disaster Victim Identification (DVI) de la police fédérale et d'autres services spécialisés.

Ces tâches sont exercées par les membres de la police locale et/ou fédérale sous la direction opérationnelle du directeur de la police, dénommé Dir-Pol.

Le Dir-Pol est le chef de corps de la police locale ou le directeur-coordonnateur, conformément aux dispositions des articles 7/1 à 7/3 de la loi sur la fonction de police. Ces dispositions sont précisées dans le plan monodisciplinaire d'urgence et d'intervention pour la police, généralement appelé plan d'intervention policière (PIP).

- ingevolge beslissing van de bevoegde overheid, de oprichting van een oproepcentrum voor slachtoffers, hun familie en naasten;
- de psychosociale hulpverlening aan de getroffen, hun familie en/of naasten;
- de opvang van niet-gewonden op het terrein;
- de opvang in een opvangcentrum.

Aan het monodisciplinair interventieplan voor discipline 2 bestaat uit een luik over het medisch optreden (= Medisch Interventieplan - MIP) en een psychosociaal luik met maatregelen en instructies aangaande de psychosociale bijstand (= Psychosociaal Interventieplan - PSIP).

Naar gelang van de afgekondigde fase blijft de bevoegde overheid verantwoordelijk voor de coördinatie van de nodige psychosociale bijstand aan de getroffen tot op het ogenblik dat zij kunnen worden doorverwezen naar en/of opgevangen door hiervoor gespecialiseerde diensten of organismen.

Het plan wordt op provinciaal niveau opgesteld door een stuurgroep, die minimaal is samengesteld uit vertegenwoordigers van de diensten voor dringende geneeskundige hulpverlening, het Rode Kruis, psychosociale hulp en de provinciale ambtenaar verantwoordelijk voor de noodplanning. De voorzitter van deze stuurgroep is de federale gezondheidsinspecteur. De gemeentelijke veiligheidscellen vullen het monodisciplinair plan aan met de gegevens over de gemeentelijke mogelijkheden voor opvang en sociale hulp die desnoods bijkomend kunnen worden benut.

De operationele leiding over discipline 2 berust bij de directeur medische hulpverlening (Dir-Med) die in het monodisciplinair interventieplan wordt aangeduid rekening houdend met de geldende principes van de medische noodplanning.

De Dir-Med en de optredende medische diensten blijven onderworpen aan het gezag van de federale gezondheidsinspecteur, die de discipline vertegenwoordigt op het vlak van de beleidscoördinatie. De federale gezondheidsinspecteur zal eveneens het gezag uitoefenen over de uitvoering van het psychosociale luik en kan zich daarin laten bijstaan door een psychosociaal manager.

Verder worden diverse taken van discipline 2 uitgevoerd door de diensten die dagdagelijks instaan voor de uitvoering van de dringende geneeskundige hulpverlening. Zij worden in de eerste plaats versterkt door de diensten van het Rode Kruis, ook op het vlak van de psychosociale hulp. Nadere bepalingen worden opgenomen in het monodisciplinair interventieplan.

C. Discipline 3 : de politie van de plaats van de noodsituatie

De opdrachten van de "politie van de plaats" van de noodsituatie bestaan, conform de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, uit tal van opdrachten waarvan de voornaamste zijn :

- het handhaven en herstellen van de openbare orde;
- het vrijwaren van toegangs- en evacuatiewegen;
- het escorteren van de hulpdiensten en hun middelen naar het (de) rendez-vous- punt(en);
- het nemen van aan de noodsituatie aangepaste verkeersmaatregelen;
- de nodige perimeters installeren, de bevolking evacueren of de schuilmaatregelen controleren, met uitzondering van de opdrachten uitgevoerd door discipline 1 in de rode zone wanneer door de aard van de noodsituatie bijzondere beschermingsuitrusting nodig is (zie hoger);
- het ter kennis brengen en het toezicht op de uitvoering van de schuilmaatregelen van de bedreigde bevolking;
- de identificatie van de overledenen;
- de gerechtelijke onderzoekshandelingen onder leiding van de gerechtelijke overheid

De identificatie van overleden slachtoffers is een opdracht van bestuurlijke politie. Dit zal zonedig gebeuren met inschakeling van het Disaster Victim Identification (DVI)-team van de federale politie en andere gespecialiseerde diensten.

De opdrachten worden uitgevoerd door de lokale en/of federale politie die onder de operationele leiding staan van de directeur politie, Dir-Pol genoemd.

De Dir-Pol is de korpschef van de lokale politie of de directeur-coördinator volgens de bepalingen van de artikelen 7/1 tot 7/3 van de wet op het politieambt. Dit zal nog nader worden vastgelegd in het monodisciplinair nood- en interventieplan voor de politie, doorgaans politieel interventieplan (PIP) genoemd.

En ce qui concerne le volet provincial et celui de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, le PIP est établi et actualisé par un comité de pilotage composé de délégués des services de coordination et d'appui de la police fédérale, parmi lesquels les directeurs-coordonateurs, et de la police locale. Ils désignent un président parmi les membres du comité de pilotage. Chaque zone de police complète en outre le PIP par des dispositions et des données zonales.

D. Discipline 4 : L'appui logistique

Les missions relatives à la discipline 4 comprennent notamment les tâches suivantes :

- fournir une assistance à d'autres disciplines et un renfort en personnel et en matériel, notamment du matériel spécifique de sauvetage et de secours;
- organiser la communication technique entre les disciplines, le poste de commandement des opérations et le comité de coordination;
- organiser le ravitaillement en vivres et en eau potable pour les services de secours et les personnes sinistrées;
- effectuer divers travaux;
- détecter, mesurer et lutter contre les produits dangereux,....

Les tâches incombent principalement aux unités opérationnelles de la protection civile mais aussi aux services d'incendie ou aux services publics et privés spécialisés et aux personnes réquisitionnées par les autorités compétentes ou leurs délégués, conformément à la loi du 31 décembre 1963 sur la Protection civile (article 5) ou, en cas d'extrême urgence, conformément à la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police (article 17, alinéa 3). Si les moyens civils sont épuisés, l'assistance de l'armée sera également envisagée et le cas échéant sollicitée par l'autorité compétente. Dans le cas de la phase communale, l'accord du gouverneur doit être demandé à cette fin.

La discipline logistique est placée sous la direction du directeur logistique ou Dir-Log. Il s'agit de la personne présente ayant le grade le plus élevé de l'unité opérationnelle de la Protection civile, mais l'AR prévoit que, compte tenu de la nature de l'intervention opérationnelle, le PC-Ops peut désigner un autre Dir-Log.

L'AR prévoit que les unités de la protection civile interviennent d'office lorsque la phase provinciale ou fédérale est déclenchée (art. 13 § 4).

Toutefois, ces unités peuvent également être appelées à la demande du bourgmestre ou du gouverneur chaque fois que c'est nécessaire et ce pour compte de l'autorité fédérale.

Comme le plan monodisciplinaire d'intervention de la discipline 1, le plan monodisciplinaire de la discipline 4 est établi au niveau provincial et zonal par les commissions techniques, ces travaux étant présidés par le commandant de l'unité permanente compétente de la protection civile.

E. Discipline 5 : L'information

Dans le cadre d'une situation d'urgence, il est de la plus grande importance de communiquer de manière appropriée, d'entretenir une communication régulière et de l'adapter en fonction du déroulement et du développement de la situation d'urgence.

Lors de la situation d'urgence, la population est informée le plus rapidement possible des événements en cours et des mesures de précaution ou des autres mesures à prendre.

Les médias devront également être informés de manière précise. Ils peuvent effectivement jouer un rôle très utile lors de la diffusion des recommandations des autorités auprès de la population menacée ou touchée.

Dès qu'il est mis fin à la situation d'urgence, des informations précises sont également données sur les mesures qui permettent ou favorisent le retour à une situation normale, comme, par exemple, les informations relatives aux possibilités d'intervention du fonds des calamités.

Ces différentes mesures sont préparées et préalablement élaborées dans un plan monodisciplinaire pour la discipline 5.

Ce plan peut déterminer à l'avance la manière d'informer la population, la façon d'organiser la communication avec la presse, les numéros d'information à fournir, le lieu d'établissement du centre de communication, la personne chargée d'assumer la fonction de directeur de l'information ou Dir-Info pendant la situation d'urgence et la coordination de l'information générale avec l'information assurée par la discipline 2 concernant les victimes. A cette fin, il s'indique de désigner une personne apte à communiquer les informations au public et aux médias et qui possède une certaine connaissance du fonctionnement des services de secours et de la communication de crise.

Le Dir-Info assure l'organisation de l'information.

Il peut également être désigné comme porte-parole du bourgmestre ou du gouverneur qui sont, chacun en ce qui concerne son niveau, compétents pour le contenu de l'information et sa diffusion.

Op provinciaal vlak en op vlak van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad wordt het PIP opgesteld en geactualiseerd door een stuurgroep met afgevaardigden van coördinatie en steundiensten van de federale politie, onder wie de directeurs-coördinator, en van de lokale politie. Zij duiden onder de leden van de stuurgroep een voorzitter aan. Het PIP wordt voorts door elke politiezone aangevuld met de zonale regelingen en gegevens.

D. Discipline 4 : Logistieke steun

De opdrachten van discipline 4 behelzen voornamelijk :

- de bijstand aan andere disciplines en de versterking inzake personeel en materieel waaronder speciaal reddings- en hulpverleningsmaterieel;
- het organiseren van de technische communicatie tussen disciplines, de commandopost-operaties en het coördinatiecomité;
- de proviandvoorziening aan hulpverleners en getroffen en;
- de uitvoering van diverse werkzaamheden;
- het opsporen, meten en bestrijden van gevaarlijke producten,....

De opdrachten komen in hoofdzaak toe aan de operationele eenheden van de civiele bescherming, maar ook aan de brandweer of aan gespecialiseerde openbare en private diensten en personen die door de bevoegde overheden of hun gemachtigden worden gevorderd, conform de Wet van 31 december 1963 op de Civiele Bescherming (artikel 5) of, in geval van hoogdringendheid, conform de Wet van 5 augustus 1992 op het politieambt (artikel 17,3de lid). Indien de burgermiddelen zijn uitgeput, zal ook de bijstand van het leger worden overwogen en desgevallend gevraagd door de bevoegde overheid. In geval van de gemeentelijke fase dient hiervoor het akkoord gevraagd van de gouverneur.

De discipline logistiek staat onder de leiding van de directeur logistiek of Dir-Log. Dit is de aanwezige met de hoogste graad van de operationele eenheid van de Civiele Bescherming, maar het KB voorziet dat de CP-Ops, rekening houdend met de aard van de operationele inzet, een andere Dir-Log kan aanduiden.

Het KB voorziet dat de eenheden van de civiele bescherming ambtshalve optreden wanneer de provinciale fase of de federale fase wordt afgekondigd (art.13, § 4).

Maar deze eenheden kunnen op gezag van de burgemeester of de gouverneur ook worden opgeroepen telkens dit nodig is en dit voor rekening van de federale overheid.

Zoals voor het monodisciplinair interventieplan voor discipline 1 wordt dit logistiek plan opgesteld op provinciaal en op zonaal niveau door de technische commissies waarbij de bevelhebber van de bevoegde operationele eenheid van de civiele bescherming deze werkzaamheden voorziet.

E. Discipline 5 : Informatie

Het is van het grootste belang naar aanleiding van een noodsituatie gepast te communiceren, de communicatie regelmatig te onderhouden en bij te stellen in functie van het verloop en de ontwikkeling van de noodsituatie.

Tijdens de noodsituatie zal de bevolking zo vlug mogelijk worden geïnformeerd over wat er gaande is en over de te nemen voorzorgsmaatregelen of andere maatregelen.

Ook de media moeten accuraat worden geïnformeerd. Zij kunnen immers een zeer nuttige rol vervullen bij het overbrengen van de aanbevelingen van de overheid naar de bedreigde bevolking.

Na het opheffen van de noodsituatie zal ook met de meeste zorg informatie worden gegeven over de maatregelen die de terugkeer naar een genormaliseerde situatie mogelijk maken of bevorderen. Bijvoorbeeld de informatie over mogelijkheden tot tussenkomst van het rampenfonds.

Een en ander zal worden voorbereid en vooraf uitgewerkt in een monodisciplinair plan voor discipline 5

In dit plan kan bij voorbaat worden bepaald op welke wijze de bevolking kan worden geïnformeerd, hoe de communicatie met de pers wordt georganiseerd, welke infonummers worden vrijgegeven, waar het communicatiecentrum wordt gevestigd, wie de functie van directeur-informatie of Dir-Info tijdens de noodsituatie opneemt en de informatie coördineert met deze die door discipline 2 wordt gegeven over slachtoffers. Het is aangewezen hiervoor iemand aan te duiden die naast communicatieve vaardigheden naar publiek en media toe, ook een zekere kennis bezit over de werking van de hulpdiensten en over crisiscommunicatie.

De Dir-Info zal instaan voor de organisatie van de informatie.

Hij kan ook als woordvoerder worden aangeduid voor de burgemeester of de gouverneur. Dezen zijn elk op hun niveau bevoegd voor de inhoud van de informatie en de verspreiding ervan.

Le bourgmestre diffuse l'information générale sur la situation d'urgence en cas de phase communale, le gouverneur en cas de phase provinciale.

En cas de phase fédérale, le ministre compétent assure la coordination de l'information générale à la population. Le gouverneur et le bourgmestre en tiennent compte dans la fourniture d'informations concernant les mesures de protection à prendre par la population concernée.

Le plan pour la discipline 5 est établi au niveau provincial et communal par les cellules de sécurité respectives.

V. La coordination

La coordination de la situation d'urgence concerne la gestion de la situation d'urgence de la manière décrite au chapitre III relatif aux niveaux et aux phases.

D'une part, la coordination des opérations dans le cadre d'une situation d'urgence vise plus concrètement à assurer une harmonisation multidisciplinaire des actions des services qui interviennent sur le plan opérationnel.

D'autre part, la lutte contre une situation d'urgence exigera diverses mesures stratégiques à prendre par l'autorité (ou les autorités) compétente(s), par exemple prendre des mesures en vue d'assurer la protection de la population et édicter des règlements de police.

Ces mesures doivent également être coordonnées et fixées avec les responsables de la coordination opérationnelle.

La coordination tant opérationnelle que stratégique implique également qu'il est tenu compte de l'évolution et d'une aggravation éventuelle de la situation d'urgence. En fonction de la situation d'urgence, on prépare dès lors un certain nombre de mesures susceptibles d'être immédiatement mises en œuvre en cas de nécessité. Dans la même optique, des réserves seront également constituées au niveau du personnel et/ou du matériel à engager.

A. La coordination opérationnelle

La coordination opérationnelle est assurée au départ du Poste de commandement opérationnel ou PC-Ops mis en place sur les lieux de l'intervention ou à proximité immédiate (sûre) de ce lieu et de telle façon que le PC-Ops soit bien reconnaissable et accessible pour les services de secours qui arrivent sur place.

Le PC-Ops est composé du Dir-Si, du Dir-Med, du Dir-Pol, du Dir-Log et (du représentant) du Dir-Info, pour autant que ces disciplines aient un rôle à jouer dans le cadre de la situation d'urgence. Dans de nombreuses situations d'urgence, il faudra également associer un représentant de l'institution ou de l'entreprise sinistrée à la coordination opérationnelle.

Le PC-Ops est dirigé par le directeur du poste de commandement opérationnel ou Dir-PC-Ops. Ce dernier est l'officier des services d'incendie présent ayant le grade le plus élevé. En cas d'égalité de grade, le plus ancien en grade a priorité. A ce sujet, il convient de se référer au commentaire susmentionné concernant la désignation à la fonction de Dir-Si.

En fonction de la nature de la situation d'urgence, l'autorité compétente peut désigner un dirigeant d'une autre discipline comme Dir-PC-Ops, par exemple un officier de police lorsque la situation d'urgence s'accompagne principalement d'actions de police.

Etant donné que la mission du Dir-PC-Ops est en soi déjà très importante, l'AR (article 10 § 4, 2^o) dispose que cette fonction n'est pas cumulable avec celle de Dir-Si. La même restriction s'applique si le Dir-PC-Ops appartient à une autre discipline.

Etant donné que les opérations doivent se dérouler dans des conditions les plus sécurisées possibles pour le personnel des services d'intervention, le Dir-PC-Ops désigne un conseiller chargé d'évaluer les risques liés à l'engagement du personnel précité et de proposer les mesures de sécurité appropriées. Ce conseiller ne doit pas nécessairement appartenir à la discipline qui fournit le Dir-PC-Ops.

Outre la mise en place du PC-Ops et la coordination multidisciplinaire opérationnelle sous la direction du Dir-PC-Ops, les missions suivantes sont exercées par le PC-Ops :

- transmettre le plus rapidement possible des rapports de situation à l'autorité compétente;
- faire régulièrement rapport sur l'évolution de la situation;
- donner des avis au niveau de la coordination stratégique;
- exécuter les décisions de la coordination stratégique;
- organiser les lieux de l'intervention;
- utiliser le centre de secours 100 comme centre de communication principal pour alerter et appeler les services de secours et d'autres personnes ou services nécessaires sur les lieux de la situation d'urgence;

De burgemeester geeft algemene informatie over de noodsituatie in de gemeentelijke fase, de gouverneur in de provinciale fase.

In geval van de federale fase zal de bevoegde minister instaan voor de coördinatie van de algemene informatie aan de bevolking. De gouverneurs en de burgemeesters zullen hiermee rekening houden wanneer zij de bevolking inlichten over de nodige beschermingsmaatregelen.

Het plan voor discipline 5 wordt provinciaal én lokaal opgesteld door de respectieve veiligheidscellen.

V. De coördinatie

De coördinatie van de noodsituatie betreft het beheer van de noodsituatie zoals hierboven beschreven in hoofdstuk III betreffende de niveaus en fasering.

Concreter uitgedrukt, is de coördinatie van de operaties n.a.v. een noodsituatie er enerzijds op gericht de acties van de tussenkommende diensten op het operationele vlak multidisciplinair op elkaar af te stemmen.

Anderzijds zal de bestrijding van een noodsituatie diverse beleidsmaatregelen vereisen die moeten worden genomen door de bevoegde overheid of overheden, bijvoorbeeld het nemen van maatregelen voor de bescherming van de bevolking en het uitvaardigen van politiereglementen.

Ook deze maatregelen dienen te worden gecoördineerd en afgesproken met de verantwoordelijken voor de operationele coördinatie.

De coördinatie, zowel operationeel als beleidsmatig, houdt tevens in dat rekening gehouden wordt met de evolutie en met het mogelijk verergeren van de noodsituatie. Daarom zullen in functie van de noodsituatie een aantal maatregelen worden voorbereid die onmiddellijk kunnen worden ingesteld van zodra dit nodig is. In dezelfde optiek zullen ook reserves paraat gehouden worden op het vlak van inzetbaar personeel en/of materieel.

A. Operationele coördinatie

De operationele coördinatie gebeurt vanuit de Commandopost-operaties of CP-Ops die wordt opgericht op de plaats van of in de onmiddellijke (veilige) omgeving van de interventies en dermate dat de CP-Ops voor de toekomstige hulpdiensten goed herkenbaar en bereikbaar is.

De CP-Ops is samengesteld uit de Dir-Bw, de Dir-Med, de Dir-Pol, de Dir-Log en de (vertegenwoordiger van de) Dir-Info, en voor zover deze disciplines bij de noodsituatie een rol te vervullen hebben. In vele noodsituaties zal het nodig zijn ook een vertegenwoordiger van de getroffen instelling of het getroffen bedrijf bij de operationele coördinatie te betrekken.

De CP-Ops staat onder de leiding van de directeur-commandopost-operaties of Dir-CP-Ops. Deze laatste is de aanwezige brandweerofficier met de hoogste graad en in geval van gelijkheid van graad krijgt de oudste in graad voorrang. Hier dient te worden verwezen naar de hierboven gegeven commentaar bij de aanwijzing van functie van Dir-BW.

De bevoegde overheid kan in functie van de aard van de noodsituatie een leidinggevende van een andere discipline als Dir-CP-Ops aanduiden, bijvoorbeeld een politieofficier wanneer de noodsituatie in hoofdzaak gepaard gaat met politieacties.

Daar de opdracht van de Dir-CP-Ops op zichzelf genomen reeds zeer omvangrijk is, wordt in het KB (artikel 10, § 4, 2^o) bepaald dat deze functie niet cumuleerbaar is met de Dir-Bw. Dezelfde beperking geldt indien de Dir-CP-Ops behoort tot een andere discipline.

Aangezien de operaties in de veiligst mogelijke omstandigheden dienen te gebeuren duidt de Dir-CP-Ops een adviseur aan om de CP-Ops te adviseren over de nodige veiligheidsvoorzieningen. Deze adviseur moet niet noodzakelijk behoren tot de discipline die de Dir-CP-Ops levert.

Naast het oprichten van de CP-Ops en operationele multidisciplinaire coördinatie o.l.v. de Dir-CP-Ops zal of zullen door de CP-Ops :

- zo vlug mogelijk situatierapporten worden overgemaakt aan de bevoegde overheid;
- regelmatig worden gerapporteerd over de evolutie van de toestand;
- adviezen worden gegeven op het vlak van de beleidsmatige coördinatie;
- de beslissingen van de beleidscoördinatie worden uitgevoerd;
- het interventie terrein worden georganiseerd;
- het hulpcentrum 100 worden ingeschakeld als centraal communicatiecentrum voor het alarmeren en oproepen van de hulpdiensten en van andere diensten of personen nodig op de plaats van de noodsituatie;

— informer le centre de secours 100 de l'arrivée des services appelés et de l'évolution sur les lieux de la catastrophe.

Dans l'attente de l'installation d'un comité de coordination, le PC-Ops est responsable de la coordination stratégique.

Une attention particulière sera également réservée à l'identification des services de secours sur le terrain. Des instructions plus précises seront communiquées à ce sujet mais une première exigence est que les membres des services de secours et d'ordre s'en tiennent aux règles vestimentaires prévues par la réglementation, indépendamment du fait que leur intervention ait lieu dans le cadre d'une intervention journalière ou d'une opération de grande envergure.

B. La coordination stratégique

L'autorité compétente assure la coordination stratégique des mesures destinées à soutenir les actions opérationnelles. Cette coordination stratégique vise à aborder de manière efficace la situation d'urgence et ses diverses conséquences sociales et à revenir le plus rapidement possible à la situation normale.

Le bourgmestre assure la coordination stratégique dans la phase communale et le gouverneur dans la phase provinciale. Le bourgmestre est compétent pour la coordination sur la base des articles 133 et 134 de la Nouvelle loi communale et le gouverneur sur la base de l'article 128 de la Loi provinciale.

Le ministre dirige la coordination stratégique en cas de phase fédérale, conformément à l'arrêté royal du 31 janvier 2003 portant fixation du plan d'urgence pour les événements et situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national. Le gouverneur reste dans tous les cas responsable de la coordination stratégique dans sa province en cas de phase fédérale, le bourgmestre en ce qui concerne sa commune en cas de phase provinciale.

Dans ce cadre, ils se conforment aux instructions respectivement du ministre ou du gouverneur.

Pour l'exécution de la coordination stratégique, le comité de coordination ou CC est convoqué au niveau communal ou provincial. Il est présidé respectivement par le bourgmestre ou par le gouverneur.

Le CC communal se compose, en outre, au minimum du fonctionnaire chargé de la planification d'urgence et du responsable de chaque discipline désigné par la discipline même.

Le CC provincial est, mutatis mutandis, composé au minimum de la même manière que le CC communal. Les bourgmestres des communes sinistrées en font également partie. Si la nature de la situation d'urgence exige la réunion simultanée du CC communal et du CC provincial à un endroit distinct, le bourgmestre désigne un représentant soit au CC provincial, soit au CC communal.

L'article 22 de l'AR stipule que le président du comité de coordination peut convoquer aux réunions les représentants de tous les services nécessaires à la gestion de la situation d'urgence (par exemple : le service technique, les services spécialisés publics ou privés,...).

Le comité de coordination se réunit au centre de crise mis en place au niveau communal et/ou provincial.

Chaque commune et chaque province détermine un endroit où le centre de crise communal (CCC) et le centre de crise provincial (CPC) sont installés normalement.

Les centres de crise doivent être bien accessibles et disposer d'une infrastructure minimale pour se réunir et pour communiquer avec le PC-Ops, les disciplines sur le terrain, la population, les médias,....

VI. Le système d'appel unifié (centre de secours 100)

Les centres de secours 100 ont pour mission d'appeler les services de secours qui assurent l'exécution de l'aide médicale urgente et la mise en alerte des services hospitaliers.

Depuis leur création, ces centres collaborent aussi à l'appel des services d'incendie et de la protection civile.

Au fil des ans, ils ont été engagés pour alerter les services de secours et les autorités compétentes et pour les appeler en cas de déclenchement des plans d'urgence.

Les centres de secours 100 doivent donc être associés le plus possible à l'élaboration de la planification d'urgence. Lors de la gestion de la situation d'urgence, il leur appartient d'assurer l'échange mutuel d'informations avec les centres de secours 101. Leurs missions seront intégrées aux missions du Centre d'Information et de Communication (CIC) dès que les appels 100 et les appels 101 seront fusionnés sous le numéro d'appel 112.

VII. L'organisation des lieux d'intervention

L'article 24 de l'AR décrit le mode d'organisation des lieux d'intervention. Cette organisation se fonde sur la notion de zonage.

— het hulpcentrum 100 worden geïnformeerd over het toekomen van de opgeroepen diensten en over de evolutie op het rampenterrein..

In afwachting van de installatie van een coördinatiecomité is de CP-Ops verantwoordelijk voor de beleidscoördinatie.

Bijzondere aandacht zal ook gaan zal naar de herkenbaarheid van de hulpdiensten op het terrein. In dit verband zullen nog nadere onderrichtingen volgen, maar een eerste vereiste is dat de leden van hulp- en ordediensten zich houden aan de vestimentaire onderrichtingen die in de regelgeving zijn vastgelegd, ongeacht of hun optreden gebeurt in het raam van een dagdagelijkse interventie of van een grootschalige operatie.

B. De beleidscoördinatie

De bevoegde overheid staat in voor de beleidsmatige coördinatie van de maatregelen die de operationele acties verder moeten ondersteunen en die ertoe strekt de noodsituatie ook naar zijn diverse maatschappelijke gevolgen op doeltreffende wijze aan te pakken en zo spoedig mogelijk naar de normale toestand terug te keren.

De burgemeester staat in voor de beleidscoördinatie in de gemeentelijke fase, de gouverneur in de provinciale fase. De coördinatiebevoegdheid van de burgemeester is gebaseerd op zijn algemene politiebevoegdheid die voortvloeit uit de artikelen 133 en 134 van de Nieuwe Gemeentewet en de bevoegdheid van de gouverneur berust op artikel 128 van de Provinciewet.

De minister zal de beleidscoördinatie in geval van de federale fase leiden overeenkomstig het Koninklijk besluit van 31 januari 2003 tot vaststelling van het noodplan voor de crisisgebeurtenissen en -situaties die een coördinatie of een beheer op nationaal niveau vereisen. Hoe dan ook blijft de gouverneur verantwoordelijk voor de beleidscoördinatie in zijn provincie bij de afkondiging van de federale fase, en blijft de burgemeester verantwoordelijk voor de beleidscoördinatie in zijn gemeente bij de afkondiging van de provinciale fase.

Zij volgen daarbij de richtlijnen respectievelijk van de minister of van de gouverneur.

Voor de uitvoering van de beleidscoördinatie wordt het gemeentelijk of provinciaal coördinatiecomité of CC samengeroepen dat wordt voorgezeten door respectievelijk de burgemeester en de gouverneur.

Voorts bestaat het gemeentelijk CC minimaal uit de ambtenaar verantwoordelijk voor de noodplanning die en uit de verantwoordelijke van elke discipline die door de discipline zelf wordt aangeduid.

Het provinciaal CC is, mutatis mutandis, minimaal op dezelfde wijze samengesteld als het gemeentelijk. Ook de burgemeester van de getroffen gemeenten maken er deel van uit. Indien de aard van de noodsituatie het gelijktijdig samenkomen van de gemeentelijke en provinciale CC op een aparte locatie vereist, duidt de burgemeester een vertegenwoordiger aan, hetzij in het provinciaal CC, hetzij in het gemeentelijk CC.

Artikel 22 van het KB stipuleert dat de voorzitter van het coördinatiecomité alle diensten die nodig zijn voor het beheer van de noodsituatie ingevolge beslissing kan oproepen voor de vergadering van het coördinatiecomité (bijvoorbeeld : technische dienst, gespecialiseerde openbare en private diensten,...).

Het coördinatiecomité komt samen in het crisiscentrum dat gemeentelijk en/of provinciaal wordt opgericht.

Elke gemeente en elke provincie zal een locatie bepalen waar het gemeentelijk crisiscentrum (GCC) en provinciaal crisiscentrum (PCC) normaliter zal samenkomen.

De crisiscentra dienen goed bereikbaar te zijn en moeten over een minimale infrastructuur beschikken om te vergaderen en om te communiceren met de CP-Ops, de disciplines op het terrein, de bevolking, de media,....

VI. Het éénvormig oproepstelsel (hulpcentrum 100)

De hulpcentra 100 hebben de opdracht de hulpdiensten op te roepen die instaan voor de uitvoering van de dringende geneeskundige hulpverlening en de alarmering van de ziekenhuisdiensten.

Deze centra zorgen vanaf hun oprichting mede voor het oproepen van de brandweer en de civiele bescherming.

In de loop der jaren werden zij ingeschakeld om de hulpdiensten en bevoegde overheden te alarmeren en op te roepen in geval van de afkondiging van de rampenplannen, thans NIP.

De hulpcentra 100 moeten dus zoveel mogelijk betrokken worden bij de opstelling van de noodplanning. Tijdens het beheer van de noodsituatie dienen zij de wederzijdse informatie-uitwisseling te verzorgen met de hulpcentra 101. Hun opdrachten zullen worden ingebed in de opdrachten van het Communicatie- en Informatiecentrum (CIC) van zodra de 100-oproepen en 101-oproepen worden samengevoegd onder het oproepnummer 112.

VII. De organisatie van het interventieterrein

In artikel 24 van het KB wordt de wijze van organisatie van het interventieterrein beschreven. Deze organisatie steunt op het begrip zonering.

Au stade de la planification d'urgence, on parle de zone de planification d'urgence. Il s'agit d'une zone pour laquelle, en fonction d'un risque particulier, les mesures de protection de la population sont fixées à l'avance dans le PPUI.

La zone d'intervention est la zone qui, aux termes des instructions du Dir-PC-Ops, est réellement délimitée en fonction d'une situation concrète d'urgence et dans laquelle les mesures nécessaires sont prises et exécutées pour gérer la situation d'urgence.

En fonction de la situation d'urgence, la zone d'intervention peut être répartie comme suit :

- la zone rouge qui, moyennant l'accord du Dir-PC-Ops, est uniquement accessible aux services d'intervention, les experts et les techniciens;

- la zone orange qui, moyennant l'accord du Dir-PC-Ops, est accessible aux personnes qui y résident ou y travaillent et dans laquelle est organisé l'appui logistique des services d'intervention et

- la zone jaune, dont l'accès est déconseillé aux personnes qui n'y résident ou n'y travaillent pas, ce pour faciliter l'accès des services d'intervention à la zone sinistrée.

Les zones rouge, orange et jaune sont délimitées respectivement par le périmètre d'exclusion, le périmètre d'isolation et le périmètre de dissuasion.

Les personnes qui se trouvent dans la zone rouge devront immédiatement la quitter ou en être évacuées par les services autorisés à pénétrer dans cette zone. Moyennant l'accord du Dir-PC-Ops, les médias peuvent accéder à la zone jaune et/ou orange pour effectuer leurs missions. Le Dir-Info en assure l'organisation.

A la demande de l'autorité judiciaire, une zone judiciaire peut éventuellement être délimitée en concertation avec le Dir-PC-Ops.

Il est évident que les lieux d'intervention ne peuvent pas être organisés de manière aussi conséquente pour chaque situation d'urgence. En cas de menace non localisée, il n'est d'ailleurs pas possible de délimiter des zones. Dans d'autres situations, certaines zones pourront coïncider ou disparaître.

La principale difficulté réside sans aucun doute dans l'occupation réelle et la délimitation des périmètres à l'aide de moyens en personnel et en matériel, essentiellement en raison d'une pénurie dans la phase initiale d'une situation d'urgence. Il convient cependant de toujours tenir compte, autant que possible, des dispositions indicatives des articles 24 et 25 de l'AR relatifs au zonage.

Deuxième partie : L'établissement des PUI

La deuxième partie de l'AR contient des dispositions relatives au contenu minimal, aux modalités d'établissement ainsi qu'à la structure organisationnelle et fonctionnelle des PUI.

I. Contenu minimal

A. Plan général d'urgence et d'intervention (PGUI)

L'article 26 de l'AR énumère le contenu minimal des PGUI des provinces et des communes. Ils doivent comprendre :

- les informations générales ainsi que l'annuaire des responsables administratifs et opérationnels et leurs coordonnées;

- l'inventaire des risques pour lesquels il faut prévoir des mesures spécifiques de lutte dans des PPUI;

- la liste des services fédéraux, provinciaux, communaux et/ou des autres services spécialisés et des moyens qu'ils peuvent engager ainsi que des centres d'information;

- l'organisation d'un centre de presse communal ou provincial;

- l'organisation d'un centre d'appel pour les impliqués;

- les procédures et schémas concernant :

- 1° la notification des situations d'urgence

- 2° la mise en stand by, des autorités compétentes, des responsables des disciplines ainsi que des autorités et services réellement ou potentiellement concernés;

- 3° l'alerte de ces services en vue d'une entrée en action effective;

- les dispositions relatives aux moyens de communication à mettre en œuvre et aux procédures de communication à appliquer; ces dernières sont à intégrer dans un schéma de communication;

- les modalités pratiques de déclenchement du PUI et des phases;

- les modalités d'organisation de l'information de la population, des sinistrés et des médias, avec indication des services, personnes et moyens à engager préalablement à cette fin;

- au niveau de la coordination, la composition du PC-Ops et du comité de coordination;

- les informations relatives à la localisation, au personnel disponible et à l'équipement du centre de crise provincial ou communal (CCP ou CCC) qui héberge le comité de coordination;

In het stadium van de noodplanning wordt gesproken van noodplanningszone. Dit is een zone rond een gelokaliseerd risico voor welke de noodplanningsmaatregelen op voorhand kunnen worden vastgelegd in het BNIP.

De interventiezone is de zone die volgens de onderrichtingen van de Dir-CP-Ops in functie van een concrete noodsituatie reëel wordt afgebakend en waarbinnen de nodige maatregelen ook worden genomen en uitgevoerd om de noodsituatie te beheren.

In functie van de noodsituatie kan de interventiezone als volgt worden ingedeeld :

- de rode zone die, mits toestemming van de Dir-CP-Ops, enkel toegankelijk is voor de interventiediensten, deskundigen en technici;

- de oranje zone die, mits de instemming van de Dir-CP-Ops, toegankelijk is voor wie er wonen en werken en waarin de logistieke steun van de interventiediensten wordt georganiseerd en

- de gele zone, die iedereen wordt ontraden die er niet woont of werkt om aldus de toegang van de interventiediensten tot het geteisterd gebied te vergemakkelijken.

De buitenzijde van de rode, oranje en gele zones worden afgebakend door respectievelijk de uitsluitingsperimeter, de isolatieperimeter en de ontradringsperimeter.

Personen die zich in de rode zone bevinden zullen deze onmiddellijk dienen te verlaten of eruit worden geëvacueerd door de diensten die deze zone mogen betreden. Mits de toestemming van de Dir-CP-Ops kunnen ook de media toegelaten worden tot de gele en/of oranje zone om er hun werk te doen. De Dir-Info zorgt voor de organisatie ervan.

Op vraag van de gerechtelijke overheid kan in overleg met de Dir-CP-Ops eventueel een gerechtelijke zone worden afgebakend.

Het is zeker niet voor elke noodsituatie mogelijk de organisatie van het interventieterrein even consequent te organiseren. Bij niet-gelokaliseerde noodsituaties kunnen trouwens geen zones worden afgebakend. In andere situaties zullen sommige zones kunnen samenvallen of wegvallen.

De grote moeilijkheid is voorzeker de reële bezetting en bebakening van de perimeters met personele en materiële middelen en dit vooral door een tekort in de beginfase van een noodsituatie. Toch dient steeds zo veel mogelijk rekening te worden gehouden met de indicatieve bepalingen van artikelen 24 en 25 van het KB over de zonering.

Tweede deel : het opstellen van de NIP

Het tweede deel van het KB bevat bepalingen betreffende de minimale inhoud, de modaliteiten van opstelling alsmede de organisatorische en functionele structuur van de NIP.

I. Minimale inhoud

A. Algemeen nood- en interventieplan (ANIP)

In artikel 26 van het KB wordt de minimale inhoud opgesomd van de ANIP van de provincies en de gemeenten. Zij zullen bevatten :

- de algemene inlichtingen met het overzicht van de bestuurlijke en operationele verantwoordelijken en hun bereikbaarheidsgegevens;

- de inventaris van de risico's waarvoor specifieke bestrijdingsmaatregelen moeten worden voorzien in aanvullende BNIP;

- de lijst van de federale, provinciale, gemeentelijke en/of andere gespecialiseerde diensten met hun inzetbare middelen en informatiecentra;

- de organisatie van een gemeentelijk of provinciaal perscentrum;

- de organisatie van een call-centrum voor getroffen en;

- de procedures en schema's voor :

- 1° de melding van noodsituaties;

- 2° de verwittiging, d.w.z. het in stand-by plaatsen, van de bevoegde overheden, de verantwoordelijken van de disciplines en de daadwerkelijk of potentieel betrokken overheden en diensten;

- 3° de alarmering van deze diensten om effectief in actie te treden;

- de afspraken inzake de te gebruiken communicatiemiddelen en de te volgen communicatieprocedures, dit laatste te verwerken in een communicatieschema;

- de praktische invulling van de modaliteiten inzake de afkondiging van het NIP en van de fases;

- de inlichtingen over de wijze waarop de organisatie van de informatie naar de bevolking, de getroffen en de media zal gebeuren en met opgave van de diensten, personen en middelen die daarvoor bij voorbaat zullen worden ingezet;

- op het vlak van de coördinatie, de samenstelling van de CP-Ops en van het coördinatiecomité;

- de inlichtingen over de locatie, het inzetbaar personeel en de uitrusting van het provinciaal of gemeentelijk crisiscentrum (PCC of GCC), dat het coördinatiecomité huisvest;

— la description des modalités et des moyens de prise en charge, d'hébergement et de transport des personnes à évacuer.

En ce qui concerne les éventuelles évacuations, il convient de signaler que dans certains cas, elles peuvent durer plus longtemps. Une première prise en charge dans une salle doit donc éventuellement être convertie en une prise en charge prolongée dans un centre comportant des possibilités de restauration et d'hébergement.

Certaines évacuations réalisées par le passé démontrent que la prise en charge prolongée peut concerner à titre indicatif 10 % des personnes évacuées. Après quelques jours, ce pourcentage baisse fortement étant donné que les personnes sinistrées pourront assez rapidement se loger de manière temporaire auprès de leur famille, auprès d'amis ou de connaissances ou retourner à leur domicile. S'il leur est tout à fait impossible de retourner à leur domicile, il faudra trouver un hébergement plus définitif, éventuellement avec l'aide du CPAS.

Font également partie du contenu minimal des PUI :

- la méthodologie de la mise à jour des PUI;
- les modalités et la fréquence des exercices à organiser;
- la liste des destinataires;
- enfin, ils comprendront également un certain nombre de rapports et de formulaires types et de règlements de police types qui favoriseront l'exécution rapide et efficace des mesures nécessaires en cas de situation d'urgence réelle.

Certaines des données minimales à reprendre dans les PUI pourront se retrouver simultanément dans les plans d'urgence communaux et provinciaux.

Il s'agit de données relatives à des services ou organismes qui ne sont pas des services communaux ou provinciaux mais qui peuvent toutefois être engagés dans le cadre d'une phase communale ou provinciale. Il peut s'agir des services des chemins de fer, des régions des voies aériennes ou de la navigation, des équipes de secours spécialisées pour des interventions chimiques ou d'équipes de secours cynophiles.

Pour éviter un recueil redondant de ces données, il est recommandé de les recueillir au niveau provincial et de les mettre à disposition des communes.

Il est certainement utile que les PUI des provinces et des communes donnent également un aperçu de la législation ou de la réglementation applicable, notamment en ce qui concerne les questions ou problèmes auxquels nous sommes régulièrement confrontés en cas de lutte contre une situation d'urgence.

Cet aperçu peut par exemple décrire brièvement ce qui suit :

- les missions des communes en vertu respectivement de la Nouvelle loi communale;
- les règles en matière de réquisition de personnes;
- les dispositions relatives à l'engagement de l'armée.

Les provinces et les communes limitrophes à des provinces et des communes des pays voisins reprendront en outre les réglementations et dispositions essentielles ainsi que les procédures au niveau de la coopération transfrontalière.

B. Plans particuliers d'urgence et d'intervention (PPUI)

Aux termes de l'article 27 de l'AR, les PPUI doivent obligatoirement comprendre un certain nombre d'éléments :

- une description du risque en cause et la fixation de la zone de planification d'urgence;
- les moyens particuliers d'intervention;
- les coordonnées des personnes spécifiquement concernées par le risque;
- les scénarios d'accidents et les procédures d'intervention pour chaque scénario;
- l'organisation de la coordination des opérations;
- les mesures de protection des personnes et des biens;
- les localisations éventuelles du PC-Ops;
- le mode et les procédures d'information des services d'intervention et de la population;
- la désignation de la discipline qui exerce la fonction de Dir-PC-Ops (le Dir-PC-Ops doit impérativement être un membre d'un service opérationnel de secours ou de police).

S'il s'agit de risques localisés émanant d'établissements et d'activités à risque, par exemple les activités Seveso, les PPUI doivent en outre comprendre :

- la situation géographique (adresse, plan d'implantation, plans du site) de l'établissement ou de l'installation;

— de la description des modalités et des moyens de prise en charge, d'hébergement et de transport des personnes à évacuer.

In verband met eventuele evacuatie valt op te merken dat zij in sommige gevallen langere tijd kunnen duren. Een eerste opvang in een zaal moet dus mogelijk worden omgezet in een verlengde opvang in een centrum met restauratie- en overnachtingsmogelijkheden.

Sommige evacuatie in het verleden leren dat dan de te voorziene opvang met overnachtingsmogelijkheid indicatief kan worden bepaald op 10 % van het aantal geëvacueerden. Na enkele dagen zal dit behoeftepercentage sterk dalen aangezien de getroffen personen vrij snel tijdelijk opvang vinden bij hun familie, vrienden of kennissen, of beter, naar hun woonst kunnen terugkeren. Zo terugkeer naar de woonst totaal onmogelijk is zal naar een meer definitieve huisvesting moeten worden gezocht, eventueel met tussenkomst van het OCMW.

Tot de minimale inhoud van de NIP behoort eveneens :

- de opgave van de wijze waarop zij worden actueel gehouden;
- de modaliteiten en de frequentie van de te organiseren oefeningen;
- de lijst van de bestemmingen;
- ten slotte zullen zij ook een aantal modelberichten en modelformulieren en modellen van politiereglementen bevatten die de snelle en efficiënte uitvoering van de nodige maatregelen in een reële noodsituatie zullen bevorderen.

Een aantal van de minimale gegevens die in de NIP moeten worden opgenomen, zullen tegelijkertijd voorkomen in de gemeentelijke en in de provinciale noodplannen.

Het betreft gegevens over diverse diensten of organismen die geen gemeentelijk of provinciale diensten zijn, maar toch in een gemeentelijke dan wel provinciale fase kunnen worden ingeschakeld. Het kan gaan over diensten van de spoorwegen tot regies voor de luchtvaart of diensten voor de waterlopen. Het kan gaan over speciale hulpploegen voor chemische interventies tot teams voor kynologienhulpverlening.

Om dubbel werk te vermijden is het aanbevolen deze gegevens provinciaal te verzamelen en ter beschikking van de gemeenten te stellen.

Het is voorzeker nuttig dat in de NIP van de provincies en gemeenten eveneens een overzicht wordt gegeven van toepasselijke wetgeving of regelgeving, in het bijzonder wat betreft de meest voorkomende problemen of vragen waarmee men bij een acute crisistbestrijding regelmatig wordt geconfronteerd.

In dit overzicht kunnen bijvoorbeeld kort worden beschreven :

- de opdrachten van de gemeenten volgens de Nieuwe Gemeentewet (-decreet).
- de regels inzake de opvoeding van hulp of bijstand van personen;
- de afspraken m.b.t. de inzet van het leger.

De provincies en de gemeenten die grenzen aan provincies en gemeenten van het ons omliggende buitenland zullen daarin bovendien de essentiële regelingen en afspraken, alsook de procedures op het vlak van de grensoverschrijdende bijstand opnemen.

B. Bijzondere nood-en interventieplannen (BNIP)

Volgens artikel 27 van het KB moeten in de BNIP eveneens een aantal elementen verplicht worden opgenomen :

- een beschrijving van het betrokken risico en het bepalen van de noodplanningszone;
- de bijzondere interventiemiddelen;
- de gegevens van de personen die specifiek betrokken zijn bij het beheersen van het risico;
- de ongevalscenario's en de interventieprocedures voor elk scenario;
- de organisatie van de coördinatie van de operaties;
- de beschermingsmaatregelen van personen en goederen;
- de mogelijke plaatsen van de CP-Ops;
- de wijze en de procedures van informeren van de interventiediensten en van de bevolking;
- de aanduiding van de discipline die de functie van Dir-CP-Ops uitoefent (De Dir-CP-Ops dient voorzeker een lid te zijn van een operationele hulp- of politiedienst)

Indien het gaat om gelokaliseerde risico's uitgaande van risicovolle inrichtingen en activiteiten, bijvoorbeeld de Seveso-activiteiten, dan moeten bovendien de volgende gegevens in de BNIP worden opgenomen :

- de geografische situatie (adres, plan van inplanting, grondplan) van de inrichting of van de installatie;

— les données générales relatives à l'établissement ou au risque concerné, à savoir :

- les informations générales sur les activités de l'établissement et notamment sur les risques liés à son activité ainsi que l'inventaire des produits dangereux ou des activités dangereuses;

- la liste des personnes responsables et leurs coordonnées;

- les moyens de secours propres à l'établissement;

— la zone de planification d'urgence, y compris :

- l'aménagement de périmètres;

- les facteurs géographiques, démographiques et économiques pertinents;

- les autres établissements et activités à risque situés dans la zone.

II. PPUI relatifs aux activités Seveso et aux risques nucléaires

En ce qui concerne les PPUI relatifs aux risques spécifiques concernant les activités dites Seveso visées par l'Accord de coopération du 21 juin 1999 (13), j'ai décidé de charger les gouverneurs d'en assurer la rédaction. Un accident grave aura en effet très souvent des effets supracommunaux qui justifient le déclenchement de la phase provinciale et qui exigeront la mise en œuvre de nombreux moyens de secours.

Pour la rédaction du plan, le gouverneur sera assisté par un comité de pilotage composé de membres de la cellule de sécurité provinciale et de la cellule de sécurité communale du lieu où l'activité à risque est exercée ainsi que d'un représentant de l'activité industrielle concernée.

Le gouverneur peut également demander la collaboration des Régions et d'autres services et institutions dont l'intervention est jugée nécessaire en cas d'accident majeur.

Si la zone de planification d'urgence du PPUI s'étend également en dehors du territoire de la province (ou de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale), il demandera au gouverneur de la province limitrophe de désigner une délégation au sein du comité de pilotage rédactionnel.

Ce sont également les gouverneurs qui se chargeront de la rédaction des PPUI relatifs au volet dit provincial du plan national d'urgence nucléaire et radiologique fixé par l'arrêté royal du 17 octobre 2003.

Les exploitants des établissements ou sites Seveso et nucléaires visés sont tenus de fournir toutes les informations utiles pour l'élaboration des PPUI.

La collaboration des bourgmestres du lieu d'implantation de ces établissements ou sites est également demandée.

Dans le prolongement de la mission des gouverneurs en ce qui concerne la rédaction des PPUI pour les risques dits Seveso et nucléaires, les gouverneurs prendront également l'initiative de rédiger des PPUI pour d'autres risques particuliers dans leur province, dans le cas où plusieurs communes pourraient être concernées par le risque comme, par exemple, le risque d'inondation, le risque de feux de forêts et de bruyère, les activités aériennes,....

III. Cellules de sécurité

Chaque gouverneur et chaque bourgmestre réunit une cellule de sécurité.

A. Missions

Les gouverneurs et les bourgmestres se feront assister par leur cellule de sécurité pour la rédaction et l'actualisation des PUI, tant en ce qui concerne les dispositions générales (PGUI) que les mesures particulières en fonction d'un risque spécifique (PPUI).

Les cellules de sécurité, prendront, entre autres, des initiatives en vue d'organiser des exercices visant à tester et à évaluer la planification d'urgence. Il peut s'agir d'exercices d'état major mais également d'exercices élargis avec l'intervention des services et de leurs moyens sur le terrain.

L'organisation régulière d'exercices est indispensable pour permettre aux acteurs qui doivent intervenir lors d'une situation d'urgence, d'acquérir les connaissances nécessaires et de prendre conscience de leur mission.

Les cellules de sécurité participent également à l'organisation de l'information préalable à la population sur la planification d'urgence.

Une tâche particulièrement importante consiste à procéder à un inventaire et une analyse des risques.

Dans le cadre de l'analyse des risques, la cellule de sécurité a la mission primordiale d'assurer que la planification d'urgence générale (PGUI) soit suffisamment flexible afin d'offrir une réponse adéquate pour une gamme vaste et diversifiée de risques et pour permettre de faire appel le plus rapidement possible, à partir du PGUI, aux services ou autorités appropriés en vue de la lutte et/ ou la gestion de la situation d'urgence.

— de algemene gegevens betreffende de betrokken inrichting of het betrokken risico, d.w.z. :

- de algemene inlichtingen over de activiteiten van de inrichting en in het bijzonder over de risico's verbonden aan haar activiteit alsook de inventaris van de gevaarlijke producten of activiteiten;

- de lijst van de verantwoordelijke personen en hun bereikbaarheidsgegevens;

- de eigen hulpmiddelen van de inrichting;

— de noodplanningszone met inbegrip van :

- de instellingen van perimeters;

- de relevante geografische, demografische en economische factoren;

- de andere risicovolle inrichtingen en activiteiten.

II. BNIP voor Seveso-activiteiten en nucleaire risico's

In verband met de BNIP voor de specifieke risico's aangaande de zogenaamde Seveso-plichtige activiteiten bedoeld in het Samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 (13) wil ik de gouverneurs belasten met de redactie ervan. Een zwaar ongeval zal immers vaak gemeentegrens-overschrijdende effecten hebben die de afkondiging van de provinciale fase wettigen en de inzet van heel wat hulpotentieel zal vereisen.

Voor de redactie ervan zal de gouverneur zich laten bijstaan door een stuurgroep bestaande uit de leden van de provinciale veiligheidscel en van de gemeentelijke veiligheidscel van de plaats waar de risicovolle activiteit verricht wordt, alsmede door een vertegenwoordiger van de betrokken industriële activiteit.

De gouverneur kan eveneens verzoeken om de medewerking van de Gewesten en van andere diensten en instellingen wier optreden in geval van een zwaar ongeval noodzakelijk wordt geacht.

Wanneer het geografisch gebied waarvoor het BNIP zich ook uitstrekt buiten het grondgebied van de provincie (of van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad), dan zal hij aan de gouverneur van de aangrenzende provincie vragen te zorgen voor de aanduiding van een afvaardiging in de redactionele stuurgroep.

Het zijn eveneens de gouverneurs die zullen instaan voor het opstellen van de BNIP die betrekking hebben op het zogenaamde provinciale luik van het nationaal nucleair en radiologisch noodplan dat is vastgelegd bij Koninklijk besluit van 17 oktober 2003.

De exploitanten van de bedoelde Seveso-plichtige en nucleaire inrichtingen of sites zijn ertoe gehouden bij het opstellen van de BNIP alle nuttige informatie ter beschikking te stellen.

Ook wordt de medewerking gevraagd van de burgemeesters van de plaats waar deze inrichtingen of sites gelegen zijn.

In navolging van de opdracht voor de gouverneurs aangaande de redactie van de BNIP voor de zogenaamde Seveso- en de nucleaire risico's, zullen de gouverneurs ook op het vlak van andere bijzondere risico's in hun provincie het voortouw nemen wat het opstellen van BNIP betreft en voor zover er meerdere gemeenten bij het risico kunnen betrokken zijn. Bijvoorbeeld op het vlak overstromingsgevaar, gevaar voor bos- en heidebranden, luchtvaartactiviteiten,....

III. Veiligheidscellen

Elke gouverneur en elke burgemeester richt een veiligheidscel op.

A. Opdrachten

Voor de redactie en de actualisering van de NIP, zowel van hun algemene bepalingen (ANIP) als van de bijzondere maatregelen in functie van een specifiek risico (BNIP), zullen de gouverneurs en burgemeesters zich alleszins laten bijstaan door hun veiligheidscel.

De veiligheidscellen zullen onder meer initiatieven nemen voor het organiseren van oefeningen om de noodplanning uit te testen en te evalueren. Het kan gaan om beperkte staf oefeningen, maar ook om uitgebreide oefeningen met inzet van diensten en hun middelen op het terrein.

Regelmatig oefenen is nodig om de actoren die bij een noodsituatie moeten optreden de nodige kennis bij te brengen en bewust te houden van hun taak.

De veiligheidscellen werken ook mee aan de organisatie van de voorafgaande informatie van de bevolking over de noodplanning.

Een bijzonder belangrijke taak is het analyseren en inventariseren van de risico's.

In het raam van de risicoanalyse is het de primordiale opdracht van de veiligheidscel ervoor te zorgen dat de algemene noodplanning (ANIP) voldoende flexibel is opgebouwd om een gepaste respons te bieden op een brede waaier van diverse risico's en om vanuit het ANIP zo vlug mogelijk de geëigende diensten of de instanties bij de bestrijding en/of het beheer van de noodsituatie te betrekken.

Dans l'élaboration de l'inventaire, il convient de tenir compte des risques pour lesquels le législateur a déjà imposé aux autorités communales et/ou provinciales d'élaborer des mesures de planification d'urgence. Sont actuellement concernés les risques Seveso et les risques nucléaires.

A cela s'ajoutent des risques qui nécessitent au niveau communal ou provincial une attention particulière (présence d'hôpitaux, d'aéroports, de tunnels, de stades de football, de prisons, de carrières,..., risque élevé d'inondation, d'incendie dans des zones forestières en cas de sécheresse,...).

Il convient également de penser aux bâtiments, complexes de bâtiments et installations dans lesquels un incendie impliquerait des risques importants et pour lesquels des plans préalables d'intervention sont élaborés en complément des plans monodisciplinaires d'intervention.

Dans l'exécution des missions de la cellule de sécurité communale, une collaboration renforcée peut être établie entre cellules de sécurité de communes avoisinantes, par exemple, entre communes au sein d'un groupe régional d'incendie, d'une zone de secours ou d'une zone de police.

Une telle collaboration ne peut cependant pas avoir pour conséquence de renoncer à l'obligation de chaque commune de disposer d'un plan d'urgence.

B. Composition

Le gouverneur préside la cellule de sécurité provinciale et le bourgmestre préside la cellule de sécurité communale.

L'AR dispose que ces cellules comprennent au moins un représentant de chaque discipline.

En vue d'assurer la représentativité, d'une part, et une composition équilibrée, d'autre part, nous pouvons donc opter pour la composition minimale suivante.

Au sein de la cellule de sécurité provinciale, la discipline 1 est représentée au minimum par un officier des services d'incendie, membre de la commission technique, la discipline 2 par l'inspecteur fédéral d'hygiène, la discipline 3 par un officier de liaison de la police locale et un directeur-coordonateur de la police fédérale, la discipline 4 par le commandant de l'unité opérationnelle compétente de la protection civile, la discipline 5 par un fonctionnaire de la communication désigné par le gouverneur et informé du fonctionnement des services d'intervention.

Au sein de la cellule de sécurité communale, la discipline 1 est représentée par un officier du service d'incendie compétent, la discipline 2 par un membre des services médicaux de secours repris dans le PIM et désigné par l'inspecteur fédéral d'hygiène, la discipline 3 par un officier de la zone de police compétente et/ou un officier de la police fédérale, la discipline 4 par un représentant de la protection civile ou, à défaut, par l'officier du service d'incendie représentant la discipline 1 et la discipline 5 par un fonctionnaire de la communication désigné par le bourgmestre et disposant d'une certaine connaissance du fonctionnement des services d'intervention.

Fait également partie de la cellule de sécurité tant provinciale que communale le fonctionnaire responsable de la planification d'urgence.

Il a pour mission spécifique d'assurer le suivi de la planification d'urgence, d'en assurer le secrétariat et de faire parvenir aux destinataires les adaptations du plan d'urgence. Vu sa mission multidisciplinaire, il est recommandé que ce fonctionnaire ne soit pas choisi parmi les membres d'un service d'intervention. Il doit être clair que le fonctionnaire responsable de la planification d'urgence dans une grande ville avec beaucoup de risques complexes doit répondre à un profil différent que le fonctionnaire responsable pour la même tâche dans une petite commune rurale.

IV. Destinataires des PUI

Les destinataires sont les autorités, fonctions, services, organismes et établissements compétents qui ont une mission à accomplir dans le cadre de la planification d'urgence.

Les destinataires sont également les administrateurs ou les exploitants d'établissements ou de sites qui font l'objet de la planification d'urgence. Dans le cadre de la législation relative à la protection de la vie privée, les bourgmestres et les gouverneurs détermineront quelles informations personnalisables de la planification d'urgence peuvent être fournies à quels destinataires. Pour le surplus, les règles en matière de publicité de l'administration sont d'application.

Troisième partie : Dispositions transitoire et finales

Pour la sécurité de la population, il est très important de pouvoir disposer d'une planification d'urgence appropriée et d'une organisation d'urgence efficiente qui permettent de faire face à tous genres de situations d'urgence. Dans cette optique, je demande aux destinataires de la présente circulaire de prendre les mesures nécessaires pour la mise en œuvre des dispositions de l'AR du 16 février 2006.

Voor het opmaken van de inventaris moet worden nagegaan of er rekening is gehouden met de grote risico's waarvoor de wetgever aan de gemeentelijke en/of provinciale overheden al verplichtingen heeft opgelegd tot het nemen van noodplanmaatregelen. Het betreft vooreerst de Seveso- en de nucleaire risico's.

Aan de inventaris zullen andere risico's worden toegevoegd die provinciaal en/of gemeentelijk méér dan gewone aandacht vragen (aanwezigheid van ziekenhuizen luchthavens, tunnels, groeven, voetbalstadions, gevangnissen, verhoogd overstromingsrisico, verhoogd brandgevaar in uitgebreide natuur- en bosgebieden bij droogte,...).

Aandacht zal ook gaan naar gebouwen, gebouwencomplexen en installaties waar bij brand zeer grote risico's ontstaan en waarvoor voorafgaande interventieplannen worden opgesteld ter aanvulling van de monodisciplinaire interventieplannen.

Bij het uitvoeren van haar opdrachten kan de gemeentelijke" veiligheidscel verregaande samenwerken met de veiligheidscellen van aangrenzende gemeenten (bijvoorbeeld: binnen de gemeenten van dezelfde gewestelijke brandweergroep, hulpverleningszone, politiekezone,...).

Deze samenwerking neemt niet weg dat elke gemeente over een gemeentelijk nood- en interventieplan moet beschikken.

B. Samenstelling

De gouverneur is de voorzitter van de provinciale veiligheidscel en de burgemeester van de gemeentelijke.

Het KB stelt dat in deze cellen minstens één vertegenwoordiger van elke discipline moet worden opgenomen.

Met het oog op de representativiteit enerzijds, en een evenwichtige samenstelling anderzijds, kan dus worden geopteerd voor navolgende minimale samenstelling.

In de provinciale cel wordt discipline 1 vertegenwoordigd door minstens één brandweerofficier, lid van de technische commissie, discipline 2 door de federale gezondheidsinspecteur, discipline 3 door minstens één verbindingambtenaar van de lokale politie en één directeur-coördinator van de federale politie, discipline 4 door de bevelhebber van de bevoegde operationele eenheid van de civiele bescherming, discipline 5 door een communicatieambtenaar aangeduid door de gouverneur die tevens op de hoogte is van de werking van de interventiediensten.

In de gemeentelijke veiligheidscel wordt discipline 1 vertegenwoordigd door een officier van de bevoegde brandweer, discipline 2 door een lid van de medische hulpdiensten die opgenomen zijn in het MIP en die wordt aangeduid door de federale gezondheidsinspecteur, discipline 3 door een officier van de bevoegde politiezone en/of officier van de federale politie, discipline 4 door een vertegenwoordiger van de civiele bescherming of, bij ontstentenis, door de vertegenwoordiger van discipline 1, en discipline 5 door een communicatieambtenaar aangeduid door de burgemeester die over een zekere kennis beschikt van de werking van de interventiediensten.

Maakt eveneens deel uit van deze veiligheidscel, zowel provinciaal als gemeentelijk, de ambtenaar verantwoordelijk voor de noodplanning.

Hij heeft de bijzondere taak de noodplanning op te volgen, het secretariaat ervan te verzorgen en ook alle aanpassingen van het noodplan naar de bestemmingen te sturen. Omwille van zijn multidisciplinaire opdracht is het te verkiezen een ambtenaar aan te duiden die geen lid is van een hulp- of politiedienst. Het moet duidelijk zijn dat de ambtenaar die verantwoordelijk is voor de noodplanning in een grote stad met vele complexe risico's, aan een ander profiel dient te beantwoorden dan de ambtenaar die hiervoor wordt aangeduid in een kleine landelijke gemeente.

IV. Bestemmingen van de NIP

De bestemmingen zijn alle bevoegde overheden, functies, diensten, organismen en inrichtingen die in het raam van de noodplanning een opdracht te vervullen hebben.

De bestemmingen zijn eveneens de bestuurders of exploitanten van inrichtingen of sites die het voorwerp van de noodplanning uitmaken. De burgemeesters en de gouverneurs zullen in het raam van de wetgeving op de privacy bepalen welke persoonsgebonden informatie in de noodplanning aan welke bestemming kan worden ter beschikking gesteld. Wat de overige inhoud van de diverse NIP betreft, gelden de regels aangaande de openbaarheid van bestuur.

Derde deel : Overgangs- en slotbepalingen

Voor de veiligheid van de bevolking is het heel belangrijk te kunnen beschikken over een accurate noodplanning en over een efficiënte noodorganisatie die het mogelijk moeten maken het hoofd te bieden aan allerlei noodsituaties. In deze optiek vraag ik aan de bestemmingen van deze omzendbrief de nodige schikkingen te treffen voor de uitvoering van het KB van 16 februari 2006.

Tel que visé à l'article 32 de l'AR, les actuels plans d'urgence restent d'application jusqu'à l'approbation des nouveaux plans.

Toutefois, pour éviter toute confusion dans les définitions concernant la désignation et le déclenchement des phases, celles-ci doivent, dans les plans d'urgence existants, être lues et implémentées à la lumière du tableau suivant :

Avant l'arrêté royal du 16 février 2006	Après l'arrêté royal du 16 février 2006	Vóór het KB van 16 februari 2006	Ná het KB van 16 februari 2006
phase 1	Coordination opérationnelle au niveau communal	fase 1	operationele coördinatie op gemeentelijk vlak
phase 2	phase communale	fase 2	gemeentelijke fase
phase 3	phase provinciale	fase 3	provinciale fase
phase 4	phase fédérale	fase 4	federale fase

Je vous invite à bien vouloir transmettre le plus rapidement possible cette circulaire aux bourgmestres et aux responsables des services d'intervention concernés de votre Province. En outre, je vous demande d'assister avec vos services le plus possible les cellules de sécurité communales dans l'exécution de leurs missions.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur le Gouverneur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre de l'Intérieur,

P. DEWAEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

R. DEMOTTE

Notes

(1) Circulaire du 11 juillet 1990 relative aux plans d'urgence et d'intervention - Exécution de la loi du 21 janvier 1987 concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles (M.B. 05/09/1990).

(2) Inséré par la loi du 28 mars 2003.

(3) Loi du 22 mai 2001 portant assentiment à l'accord de coopération du 21 juin 1999 entre l'Etat fédéral, les Régions flamande, wallonne et de Bruxelles-Capitale relatif à la maîtrise de dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.

(4) Loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de contrôle nucléaire et arrêté royal du 17 octobre 2003 portant fixation du plan d'urgence nucléaire et radiologique pour le territoire belge.

(5) Par "sécurité civile" on entend les matières qui relèvent de l'application de la Loi sur la protection civile.

(6) Circulaire du Ministre de l'Intérieur du 10 décembre 1987 concernant le maintien de l'ordre - instructions générales coordonnées (M.B. 19 décembre 1987).

(7) AR du 8 novembre 1967 portant, en temps de paix, organisation des services communaux et régionaux d'incendie et coordination des secours en cas d'incendie (M.B. 18 novembre 1967)

(8) Par analogie à l'ancienne phase 1

(9) Si un PC-Ops a déjà été mis en place dans la phase communale, il continuera éventuellement à fonctionner aussi comme PC-Ops dans la phase provinciale, renforcé ou non par des délégués provinciaux des disciplines.

Zoals vermeld in artikel 32 van het KB blijven de bestaande rampenplannen van toepassing tot de goedkeuring van de nieuwe plannen.

Om echter begripsverwarring te vermijden met betrekking tot de aanduiding en afkondiging van fases moeten in de bestaande rampenplannen nu reeds de fases gelezen en geïmplementeerd worden zoals weergegeven in navolgende tabel :

Ik verzoek u om deze omzendbrief zo vlug mogelijk te willen doorsturen aan de burgemeesters en de hoofden van de betrokken interventiediensten van uw Provincie. Tevens vraag ik u om met uw diensten de gemeentelijke veiligheidscellen zoveel als mogelijk bij te staan bij de opdrachten die zij ter zake dienen uit te voeren.

Met de meeste hoogachting.

De Minister van Binnenlandse Zaken,

P. DEWAEL

Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

R. DEMOTTE

Nota's

(1) Omzendbrief van 11 juli 1990 in verband met de rampenplannen voor hulpverlening - Uitvoering van de wet van 21 januari 1987 inzake risico's van zware ongevallen bij bepaalde industriële activiteiten (B.S. 05/09/1990).

(2) Ingevoegd bij wet van 28 maart 2003.

(3) Wet van 22 mei 2001 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 tussen de Federale Staat, Het Vlaams, het Waals en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen betrokken zijn.

(4) Wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortvloeiende gevaren betreffende het Federaal agentschap voor Nucleaire Controle en Koninklijk besluit van 17 oktober 2003 tot vaststelling van het nucleair en radiologisch noodplan voor het Belgisch grondgebied.

(5) Met "civiele veiligheid" worden de materies bedoeld die onder toepassing vallen van de wet op de civiele bescherming.

(6) Omzendbrief van de minister van Binnenlandse Zaken van 10 december 1987 betreffende de ordehandhaving- gecoördineerde onderrichtingen (B.S. 19 december 1987)

(7) KB van 8 november 1967 houdende, voor de vreedstijd, organisatie van de gemeentelijke en gewestelijke brandweerdiensten en coördinatie van de hulpverlening in geval van brand. (B.S. 18 november 1967)

(8) In analogie met vroegere fase 1

(9) Indien reeds een CP-Ops in de gemeentelijke fase is opgericht dan zal deze eventueel ook in de provinciale fase als CP-Ops blijven functioneren, al dan niet versterkt met provinciale afgevaardigden van de disciplines.

(10) Le point 4.1 de l'annexe de l'arrêté royal du 31 janvier 2003 énumère les critères en vue du déclenchement de la phase fédérale. Il s'agit d'une "situation de crise qui présente une ou plusieurs des caractéristiques suivantes :

deux ou plusieurs provinces ou l'ensemble du territoire national sont concernés;

les moyens à mettre en oeuvre dépassent ceux dont dispose un gouverneur de province dans le cadre de sa mission de coordination;

menace ou présence de nombreuses victimes (blessés, tués);

survenance ou menace d'effets majeurs sur l'environnement ou la chaîne alimentaire;

atteintes ou menaces d'atteintes aux intérêts vitaux de la nation ou aux besoins essentiels de la population;

nécessité de mise en oeuvre et de coordination de différents départements ministériels ou organismes fédéraux;

nécessité d'une information générale à l'ensemble de la population. "

(11) Les accords de coopération entre les services d'incendie et la protection civile font partie des missions des zones de secours, comme prévu par l'arrêté ministériel du 14 avril 1999 fixant le contenu minimal des conventions de secours établies au sein des zones de secours.

(12) à condition que celui-ci soit bien le second en grade

(13) Accord de coopération entre l'Etat fédéral, les Régions flamande, wallonne et de Bruxelles-Capitale relatif à la maîtrise de dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.

Annexe à la circulaire ministérielle NPU-1
relative aux plans d'urgence et d'intervention :
liste d'abréviations utilisées

CC	Comité de coordination
CCC	Centre de crise communal
CCP	Centre de crise provincial
CGCCR	Centre gouvernemental de coordination et de crise
Dir-Info	Directeur de l'information
Dir-Log	Directeur de la logistique
Dir-Med	Directeur de l'aide médicale
Dir-PC-Ops	Directeur du poste de commandement opérationnel
Dir-Pol	Directeur de la police
Dir-Si	Directeur des services d'incendie
DVI	Disaster Victim Identification
PC-Ops	Poste de commandement opérationnel
PGUI	Plan général d'urgence et d'intervention
PIM	Plan d'intervention médicale
PIP	Plan d'intervention policière
PIPS	Plan d'intervention psychosociale
PIU	Plan interne d'urgence
PMA	Poste médical avancé
PPUI	Plan particulier d'urgence et d'intervention
PUI	Plan d'urgence et d'intervention

(10) In de bijlage bij het KB van 31 januari 2003 worden onder punt 4.1. de criteria opgesomd voor het opstarten van de federale fase. Het gaat dan om een "crisissituatie die één of meer van de volgende kenmerken vertoont:

- twee of meerdere provincies of het hele nationale grondgebied zijn betrokken;

- de aan te wenden middelen overschrijden de middelen waarover een provinciegouverneur beschikt in het kader van zijn coördinatieopdracht;

- bedreiging van of aanwezigheid van talrijke slachtoffers (doden en gewonden);

- plots voorkomen van of dreigend gevaar voor grote invloeden op de omgeving of de voedselketen;

- inbreuken of dreigend gevaar voor inbreuken op de vitale belangen van de natie of op de essentiële behoeften van de bevolking;

- noodzaak tot inwerkingstelling en coördinatie van verschillende ministeriële departementen of federale instellingen;

- noodzaak tot een algemene informatie aan de bevolking. "

(11) De afspraken in verband met de samenwerking tussen brandweer en de civiele bescherming behoren tot de opdrachten van de hulpverleningszones zoals is bepaald in het Ministerieel besluit van 14 april 1999 tot vaststelling van de minimale inhoud van de hulpverleningovereenkomsten die opgesteld worden binnen de hulpverleningszones.

(12) Op voorwaarde dat deze dan wel de tweede hoogste is in graad.

(13) Samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, het Vlaams, het Waals, het Brussels Hoofdstedelijk gewest betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken.

Bijlage bij ministeriële omzendbrief npu-1
betreffende de nood- en interventieplannen :
lijst van gebruikte afkortingen

ANIP	Algemeen nood-en interventieplan
BNIP	Bijzonder nood-en interventieplan
CC	Coördinatiecomité
CP-Ops	Commandopost-operaties
CGCCR	Coördinatie en Crisiscentrum van de Regering
Dir-Bw	Directeur brandweer
Dir-CP-Ops	Directeur van de commandopost-operaties
Dir-Info	Directeur informatie
Dir-Log	Directeur logistiek
Dir-Med	Directeur medische hulpverlening
Dir-Pol	Directeur politie
DVI	Disaster victim identification
GCC	Gemeentelijk crisiscentrum
INP	Intern noodplan
MIP	Medische interventieplan
NIP	Nood-en Interventieplan
PCC	Provinciaal crisiscentrum
PIP	Politieel Interventieplan
PSIP	Psychosociaal Interventieplan
VMP	Vooruitgeschoven medische post